

# Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

mensuel octobre N°30

sommaire

L'Amérique Latine dans le tourbillon de la décadence ..... p.4  
Les "multinationales" et la tendance au capitalisme d'Etat .... p.5  
Les tâches actuelles des révolutionnaires ..... p.6  
Le PCI : le jusqu'aboutisme dans la défense de la barbarie capitaliste ..... p.7  
Les luttes de classe en URSS ... p.8

2fr/20fb/15fs/50octscan.

## UNE IDOLE DE LA BOURGEOISIE UN ENNEMI DU PROLETARIAT

Après Chou En Lai et Franco, la bourgeoisie a perdu cette année un des symboles de sa puissance. De l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud, de gauche à droite, de Krivine à Pinochet, le même humanisme mielleux encense la soi-disant prospérité que cette grande figure aurait apportée au peuple chinois miséreux. Laissons ces vautours s'extasier devant le fait que leurs bêtes de somme sont assez nourries pour pouvoir donner leur sueur au capital. Non seulement les prolétaires chinois n'ont que le strict minimum nécessaire pour s'éreinter dans un travail où l'archaïsme des moyens de production reste dominant, mais encore la Chine a connu récemment des famines dignes du Moyen-Age (années 60). On peut se demander pourquoi on ajoute rarement à la liste de ces grands hommes qui auraient rarement "l'abondance" dans leur pays, les noms d'Hitler ou de Mussolini qui ont tout autant "apporté la fierté et la dignité nationales à un peuple humilié" (Lutte Ouvrière).

Ce que la bourgeoisie salue dans cette "grande oeuvre historique", c'est le brio avec lequel le régime de Mao a su tenir l'économie nationale en bernant un paysan maintenu dans la misère, et surtout, en instaurant le prolétariat dans un ordre qui fait aujourd'hui pâlir d'envie les bourgeoisies du monde entier.

Le terrain sur lequel est né le maïs-maoïsme était favorable : c'est, dans les années trente, la période la plus noire du mouvement ouvrier, après le massacre de l'insurrection ouvrière de 27, un des derniers soubresauts de la première grande vague révolutionnaire mondiale, qu'il s'est développé. Manoeuvrant les masses paysannes pour oeuvrer à la reconstruction nationale face au régime corrompu et décomposé de Tchang Kai Chek, il a imposé son régime de fer à la suite de la 2<sup>me</sup> guerre mondiale. Les gauchistes s'extasieront sur cette "nouvelle révolution" qui a su s'appuyer sur des couches impuissantes face à la barbarie capitaliste, mais qui, exaspérées par la misère, ont pu être utilisées par une fraction du capital.

En 27, Mao étudiait déjà des tactiques pour utiliser les masses paysannes et insistait sur la "faiblesse de la classe ouvrière industrielle" (ces thèses lui avaient d'ailleurs valu à l'époque l'exclusion du comité central du parti, alors communiste, chinois). Depuis, chaque fois que cette dernière s'est manifestée, le régime de Mao lui a répondu par une répression féroce. Quand le verbiage "radical" ne suffit plus, l'armée intervient. Aujourd'hui, la classe ouvrière, en Chine comme partout ailleurs, reprend de sa force, et les affrontements ont redoublé de violence (il n'y a qu'à se souvenir de la "révolution culturelle" ou des dernières luttes de 74-75).

"Mao, c'est aussi la victoire sur l'envahisseur japonais". (Marchais)

Là aussi, la bourgeoisie bave d'envie. Par deux fois, l'Etat maoïste a réussi à envoyer le prolétariat chinois se faire massacrer dans des guerres impérialistes pour la bonne cause du capital national. En l'entraînant derrière le front national (avec Tchang Kai Chek lors de la guerre avec le Japon pendant la seconde boucherie mondiale) ou comme "volontaires du peuple" pendant la guerre de Corée (années 50).

La bourgeoisie pleure aujourd'hui cette image de rêve d'un prolétariat docile parce qu'écrasé. Face à la crise mondiale qui s'abat aujourd'hui sur le monde, il ne sera plus si facile de réprimer les réponses prolétariennes, et encore moins d'envoyer la classe ouvrière à la guerre. L'instabilité que la bourgeoisie craint aujourd'hui pour la Chine d'après Mao, c'est celle du monde entier.

## GRANDE-BRETAGNE

# LE MYTHE DU "CONTRAT SOCIAL" MENACÉ

La façon dont la bourgeoisie britannique a traité la grève des marins montre, une fois de plus, la finesse et la souplesse de son appareil d'Etat. L'ajournement de la grève de deux semaines en attendant le résultat des tentatives désespérées des négociateurs syndicaux pour donner "satisfaction" aux ouvriers sans pour autant briser les règles du contrat social, était une manoeuvre rusée. En apparence, un acte de conciliation envers les ouvriers, en fait, cet acte a brisé l'élan de leur combativité et laissé du temps pour mettre au point les mesures vitales qui s'imposent face aux effets de la grève. Maintenant, au moment où les négociateurs présentent leurs propositions aux armateurs, il semble que la menace de grève a été finalement écartée.

Cependant, les tactiques souples et les manoeuvres retorses s'avèreront insuffisantes face à l'immensité des problèmes qu'affronte la bourgeoisie en Grande-Bretagne.

Sous la surface tranquille de ces derniers dix-huit mois où le contrat social est entré en vigueur, les conditions pour un nouveau surgissement de la classe n'ont fait que mûrir. Bien que la situation instable chez les marins et les troubles qui se sont manifestés dans les usines de British Leyland n'ont pas été des événements qui vont faire apparaître ce resurgisse-

ment à la surface, il est évident que ce sont là des signes de la santé et de la résistance de la classe dans son ensemble.

Les conditions de base pour une nouvelle vague de luttes de classe sont présentes et ce n'est qu'une question de temps pour que resurgissent des grèves à grande échelle et autres manifestations de la combativité retrouvée des ouvriers.

Le gouvernement travailliste et les syndicats ont réussi à faire accepter à la classe, au moins pour un temps, de sacrifier ses propres intérêts à ceux de la nation ; en d'autres termes, de se sacrifier pour le bien de l'économie capitaliste en crise. S'accommodant des augmentations de salaire dérisoires de 6 livres et 5 %, la classe a vu son niveau de vie -maintenu au prix de dures luttes jusqu'en 74-75 - rongé par l'inflation qui n'a jamais été inférieure à 14 % par an depuis l'application du gel des salaires. Le chômage est monté en flèche, réduisant une grande partie de la classe à un degré plus poussé d'appauvrissement et amenant une intensification de l'exploitation pour ceux qui conservent leur travail (augmentation des cadences, compression du personnel, etc).

Dans une telle situation et face à (Suite p.3)

## FRANCE

# UNE BOURGEOISIE IMPUISSANTE

Après le Portugal, après l'Espagne et l'Italie, la France s'est elle aussi installée dans l'instabilité politique permanente avec ses difficultés monétaires et ses remaniements ministériels à répétition.. Mondialement et de plus en plus, la bourgeoisie au pouvoir se retrouve devant une situation d'autant plus difficile à maîtriser que les intérêts particuliers des capitalistes et la combativité de la classe ouvrière s'opposent plus aux besoins objectifs de replâtrage économique du capitalisme global. En France, devant l'importance de ces deux facteurs et les risques qu'ils comportent pour l'équipe dirigeante au pouvoir, devant l'impossibilité de changements fondamentaux, la bourgeoisie pratique la politique du spectacle, des secrets qui ne surprennent personne mais qui entretiennent l'attente du changement suivant.

Le gouvernement actuel avait fait de la démission de Chirac l'événement de l'été ; il a ensuite fait de la constitution du nouveau gouvernement le secret de la rentrée ; il a enfin fait attendre le plan Barre... Pourtant, ni la démission Chirac, ni la constitution du nouveau gouvernement, ni le contenu du plan Barre n'ont réellement été une surprise : tous ont été dictés par les nécessités de la situation ou, plutôt, par les impossibilités à trouver une solution.

Le plan Barre n'est, quant à lui, qu'un plan anti-inflation, un de plus, et il ne diffère des autres plans- (Suite p. 2)

## ESPAGNE

# UNE TRANSITION ACROBATIQUE VERS LA DEMOCRATIE

De la "rupture" à la "rupture échelonnée", en passant par la "rupture pactée", l'opposition espagnole deviendra bientôt "l'opposition à Sa Majesté". De son côté, le gouvernement de Sa Majesté devient de plus en plus "démocratique". Son premier ministre, Suarez, homme de la plus pure souche franquiste et grandi à l'ombre du "Mouvement National", affirme qu'on est sur "la ligne droite finale vers la démocratie". Des leaders de la Coordination Démocratique (CD) reconnaissent le changement de ton affirmant qu'il faut, maintenant, tous ensemble, "faire avancer la charrette", que "ce qui doit prévaloir, c'est le bon sens et le patriotisme", que l'on "doit miser sur la rupture "échelonnée" (?) avec la bonne volonté du gouvernement"... (ainsi s'exprime le "marxiste" Tierno Galván).

### un partage des tâches

Les divers rôles sont, aujourd'hui, presque clairs et distribués. Suarez est là pour convaincre les dernières résistances franquistes sérieuses (l'armée surtout) ; l'opposition pour jouer le rôle de toute opposition : maintenir, son "non catégorique" et ses "revendications radicales et non négociables", tout en laissant Suarez faire son boulot.

Bien sûr, certains petits partis "ou-

vriers" (PTE, MCE, ORT...) ou "des nationalités" (basques, catalans et galiciens...) seront "encore plus radicaux" au sein de la C.D., en affirmant qu'il n'y a rien de changé. Mais si la gauche "sérieuse" leur a octroyé un strapontin dans la C.D., c'est bien pour qu'ils jouent leur inévitable rôle de mouches du coche, ou plutôt de la charrette bourgeoise qu'il faut faire avancer, dont parle Tierno Galván. (1)

Au grand étonnement de "l'opinion publique", Juan Carlos faisait nommer en juillet un homme du Mouvement, pratiquement inconnu. L'opposition démocratique, démoralisée, poussa de hauts cris : "c'est le suicide, l'impasse !" Cependant, d'après un social-démocrate "ce gouvernement de subalternes a fait en deux mois beaucoup plus que le gouvernement des "bonzes" en six mois."

Suarez commença par multiplier les rencontres avec les dirigeants de la gauche (Gonzalez, Tierno...), chefs de l'opposition catalane et même le PCE (Carrillo lui-même l'a confirmé). La bonne ambiance et la confiance entre "ceux qui veulent sauver l'Espagne" donnaient le ton de ces rencontres. Suarez n'est ni plus ni moins "démocratique" qu'Arias. Disons qu'il est plus capable de jouer le seul rôle possible aujourd'hui : réduire la résistance des secteurs les plus "franquistes" de la

bourgeoisie.

Par ailleurs, ce gouvernement de subalternes laisse la possibilité aux bonzes de la réforme des anciennes équipes (Fraga, Areilza, Cabanillas et d'autres revenants de l'Opus Dei...) de préparer sans se mouiller avec les "inévitables bavures" de cette interminable transition, un grand parti "démocratique de droite", un "parti modéré" dont le capitalisme espagnol a, pour le moment besoin. L'exemple portugais est toujours présent. Dans les deux pays, les dictatures avaient éliminé la possibilité d'existence d'un courant politique du genre "conservateur démocratique". Au Portugal, seule l'institution armée de la bourgeoisie fut capable de se débarrasser du salazarisme en pleine décomposition. Mais le manque de cadres politiques, aussi bien à droite qu'à gauche pour contenir les masses entraîna les deux années de "pagaille" que toutes les bourgeoisies du monde redoutent tant. Mais cette "pagaille" serait infiniment plus dangereuse en Espagne qu'au Portugal de par l'expérience de la conscience des luttes et de par une plus grande concentration ouvrière.

En vérité, face à cette "droite modérée" qui essaie de s'organiser, il n'y a en Espagne qu'un seul parti de la bourgeoisie qui soit aujourd'hui un (Suite p. 2)

# UNE BOURGEOISIE IMPUISSANTE

(Suite de la p. 1)

miracles qui caractérisent notre période de décadence que par sa modération. En effet, c'est le 10ème plan anti-inflation en 25 ans, et c'est le 4ème auquel participe, de manière directe ou indirecte, Giscard d'Estaing : après le plan de stabilisation de 1963, le plan de redressement de 1969, le plan de refroidissement de 1974. Après chaque plan anti-inflation s'est situé un plan de reprise correspondant, tel le plan de relance de 1975. Cependant, il suffit de mesurer l'espace entre chaque plan pour constater que les plans anti-inflation sont de plus en plus rapprochés les uns des autres : s'il y a 6 ans, entre le plan de stabilisation et le plan de redressement, il n'y a plus que deux ans entre le plan de refroidissement et le plan Barre. Ainsi, et de plus en plus, à de courtes périodes de relance succèdent de longues périodes de récession et de chômage : il est de plus en plus difficile de voir la fin de l'inflation et le début d'une hypothétique reprise. Le système s'installe dans une situation de crise permanente où les effets d'un plan masquent ceux du plan précédent et préparent le plan suivant : ainsi, si le plan anti-inflation masque l'inflation née du plan de relance, il prépare l'aggravation de la récession prochaine et, à long terme, l'aggravation de l'inflation.

Le plan Barre n'aura pas plus d'avenir que les autres plans anti-inflation même s'il est présenté comme différent, non par le contenu, mais par la personnalité de celui qui en est chargé : le "meilleur économiste". Or, dans la situation actuelle, avec l'aggravation générale de la crise, mettre au gouvernement le représentant d'une "science" qui a fait faillite avec le système sur lequel elle s'appuie, c'est reconnaître la faillite même du gouvernement.

"... Si l'économie politique a pour tâche et pour objet d'expliquer les lois de la formation, du développement et de l'expansion du mode de production capitaliste, elle doit, par une conséquence inéluctable, dé-

voiler les lois du déclin du capitalisme, car tout comme les formes économiques antérieures, elle n'est pas éternelle, mais représente seulement une phase historique passagère, un degré dans l'échelle infinie de l'évolution sociale. La théorie de la montée du capitalisme se transforme logiquement en théorie de la décadence du capitalisme, la science du mode de production du capital en fondement scientifique du socialisme, le moyen théorique de domination de la bourgeoisie en arme de la lutte de classe révolutionnaire pour l'émancipation du prolétariat".

Rosa Luxembourg  
(Introduction à l'économie politique)

Face à la décadence du système dans ses fondements, il n'y a pas de solution économique, ni politique, en dehors de la destruction de ce système lui-même. La bourgeoisie n'a d'autre possibilité que de colmater une brèche ici, même en en faisant une autre ailleurs, de tenter de diminuer l'érosion de la crise à l'intérieur de ses frontières en l'exportant ailleurs. Alors, irrémédiablement, sa "solution" nationale passe par l'austérité nationale de la bourgeoisie elle-même et surtout du prolétariat. A une condition toutefois : que les uns et les autres acceptent les mesures adéquates à la situation. Ici, interviennent les fondements de la crise politique de la bourgeoisie, et elle est à la mesure de la gravité de la crise économique : les mesures ne peuvent être adaptées à la situation que si elles sont acceptées et, de ce fait, elles sont volontiers incohérentes, voulant ménager une "majorité" politique qui a des intérêts politiques particuliers à conserver le pouvoir, mais qui n'a pas les moyens de faire supporter à la classe ouvrière tout le poids de la crise, et une nouvelle majorité de rechange - mais de gauche - qui, elle, dispose des moyens de faire accepter l'austérité. Après la publicité et le secret fait autour du plan Barre, la timidité des mesures avancées est frappante, et témoigne de l'hésitation du gouvernement aussi bien envers la

bourgeoisie qu'envers le prolétariat. A ce sujet, le plan Barre est significatif de la crise politique actuelle plus par ce qu'il ne fait pas que par ce qu'il fait.

## des demi-mesures d'austérité

Dans une situation de paix sociale, les mesures d'austérité seraient draconiennes : rationalisation forcée du capitalisme par l'accélération du processus vers le capitalisme d'Etat, blocage des prix et des salaires.

Après l'impôt sur les plus-values qui s'est révélé être une tentative malheureuse dans ce sens, un impôt sur le capital, sur les successions et sur les profits immobiliers aurait certainement déclenché un tollé général dans les rangs de la "majorité" qui maintient le gouvernement actuel au pouvoir. Il se contente donc d'augmenter sensiblement le taux de l'impôt sur les sociétés - impôt sur les bénéficiaires, après déduction de toutes les dépenses, y compris les rémunérations des PDG.

Le plan Barre n'ose pas, non plus, bloquer les salaires : il s'est contenté de bloquer les prix pendant trois mois et de "conseiller" une limitation des augmentations de salaires à 6,5 %.

Ces mesures apparaissent d'autant plus timides qu'elles ont été annoncées avec plus de précautions. Dans une interview à *Paris-Match*, le 20/9, Giscard d'Estaing disait : "Je sais parfaitement que la lutte contre l'inflation s'accompagne d'impopularité... Il ne serait pas réaliste de demander au malade d'avoir le goût du remède" mais de croire à son efficacité. En fait, à défaut d'être efficace, le remède prétend avoir bon goût : les demi-mesures se prétendent justes, morales, arbitres de la "solidarité nationale" entre riches et pauvres, victimes de la sécheresse et victimes de l'impôt sur la sécheresse...

Modeste, le plan Barre se limite à une limitation modeste de la consommation

pour éponger une partie -minime- de l'inflation :  
- il augmente les impôts directs et taxe certains produits qu'il considère comme superflus ou "immoraux" : augmentations des carburants (15 %), de la vignette-auto (de 43 à 127 %), taxe sur les signes extérieurs de richesse, réduction des salaires par l'augmentation des cotisations à la sécurité sociale, augmentation du prix de l'alcool...  
- il limite le budget de l'Etat tout en augmentant les dépenses militaires.

A la moralisation des impôts qu'on a pu appeler la politique du tiroir-caisse, le gouvernement actuel ajoute quelques mesures démagogiques envers certaines catégories : emprunt de 3,5 milliards en faveur des PME, indemnisation des victimes de la sécheresse, ou la gauche, en "picorant" (Delors dixit) dans le programme commun : diminution de la TVA, blocage des prix, dépôt à l'Assemblée Nationale d'un projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites. Ces mesures démagogiques manquent souvent leur but, renvoyant une catégorie contre une autre, ou étant jugées insuffisantes par les bénéficiaires.

La gauche ne s'y trompe pas : si elle proclame bien haut son opposition, ce n'est pas par rapport à l'austérité elle-même, mais sur le mauvais partage de l'austérité ou sur l'inefficacité des mesures proposées. Si le PCF, plus loin du pouvoir, peut se permettre une position plus marginale, le PS, quant à lui, se présente comme le candidat disposant des moyens politiques nécessaires pour "obtenir le consentement national réclamé par le premier ministre" (Mitterrand, à Europe I, le 24/9). Le PS se présente comme une force capable de donner un vocabulaire "ouvrier" à la politique économique d'austérité. Les ambitions du PS sont encore plus claires lorsque Rocard déclare, à Europe I, le 6 septembre : "Socialistes (Suite p. 3)

# UNE TRANSITION ACROBATIQUE VERS LA DEMOCRATIE

(Suite de la p. 1)

tant soit peu organisé, "modernisé" et discipliné : le PCE, excepté les quelques parfaits épouvantails fanatiques de l'extrême-droite, toute la bourgeoisie le sait. Ce parti a l'énorme atout d'avoir sa patte sur la classe ouvrière (surtout à travers les commissions ouvrières) qu'il essaie d'étouffer dans de plus en plus larges secteurs de la petite bourgeoisie "moderne" (fonctionnaires, intellectuels).

## trop tôt pour le P.C.E

Cependant, il est trop tôt pour que le PC puisse jouer un rôle gouvernemental. Cela est clair d'abord pour le PC lui-même, qui mène une politique d'alliance jusqu'à la "droite civilisée". Mieux vaut l'Italie que le Portugal!

Il est trop tôt pour plusieurs raisons :

- La très forte résistance de beaucoup de secteurs traditionnels de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie qui ne comprendraient pas et répugnent à comprendre que ce parti "ogre" puisse être le pilier qui "sauverait" l'économie nationale". En Espagne, pour arriver à un "compromis historique" avec la "droite démocratique", il faut d'abord qu'il y ait une droite.
- Du fait de l'aire impérialiste à laquelle appartient l'Espagne (le bloc américain).
- Enfin, à cause du prolétariat. Les dernières grèves du début de l'année ont montré les difficultés des commissions ouvrières et du PC pour les maîtriser, quand ils n'étaient pas carrément hors du coup. Dans ces circonstances, l'opposition sera encore la meilleure place pour le stalinisme.

Quelle est la toile de fond de tout le remue-ménage qui va du difficile "sommets" de l'opposition de gauche à Madrid jusqu'au récent discours de Suarez sur la réforme, en passant par les rencontres d'anciens ministres franquistes, aujourd'hui "convertis" à la démocratie modérée ? Qu'est-ce qui hante, en fait, la bourgeoisie espagnole ?

## la situation économique et "l'automne chaud"

"L'économie espagnole est un bateau à la dérive". Tous les partis sont d'accord là-dessus. Et tous sont d'accord pour se mettre d'accord à ce sujet. Unanimité... mais contre qui ?

- Tous sont hantés par cet "otono caliente" qui s'annonce : de la droite jusqu'à ceux qui se réclament de la classe ouvrière,
- Tous craignent en premier lieu un débordement généralisé par la classe ouvrière dont les conséquences à terme pourraient être l'effondrement de l'instable château de cartes de cette "démocratie" mort-née.

### LA SITUATION ECONOMIQUE

"La reprise", la "relance", voilà les mots magiques par lesquels on devait sortir de la dépression économique. Le nouveau ministre de l'industrie, après l'expérience du piètre prestidigitateur Villar Mir, doit reconnaître que "si au début de l'année il y a eu effectivement des symptômes de relance, aujourd'hui on est en arrêt total". Les patrons s'affolent, "personne n'investit", il n'y a aucune confiance dans l'avenir". Le chômage atteint des chiffres records. Presqu'un million de chômeurs, dont un seul sur quatre touche une allocation, par ailleurs de misère. L'inflation est déchaînée... (de 20 % à 22 % dans l'année). FACE A L'AUTOMNE CHAUD... L'ECONOMIE NE PEUT PAS ETRE PLUS FROIDE.

### L'AUTOMNE CHAUD

Les grandes vagues de grèves en Espagne ont été souvent liées à l'époque de renouvellement des conventions collectives. Partout dans le monde, le capitalisme d'après-guerre a essayé d'enchâsser et canaliser le mécontentement ouvrier en lui fixant des dates précises. Pour cela les syndicats se mettent en branle à grand renfort de discours, et de sinistres "journées d'action" démobilisatrices. Mais déjà depuis longtemps, ce genre de truc marche difficilement. En Espagne, l'expérience a démontré que, pratiquement, toutes les

grèves ont débordé le "canal" syndical officiel ou illégal. En 1962, la formidable grève des mineurs des Asturies mit en question les conventions collectives verticalistes. Les travailleurs s'organisent alors, pour la lutte en "commissions ouvrières". Le PCE, après avoir méprisé et minimisé ces formes de lutte, les récupéra totalement, et en fit le nouveau cadre en liaison avec les organes verticalistes, pour les conventions collectives.

En décembre se renouvelleront des conventions qui touchent deux millions d'ouvriers des entreprises les plus combattives et ce que tous craignent est que la patience des prolétaires arrive à bout avant ces échéances, devant l'intolérable dégradation de la situation (même les sources officielles reconnaissent la baisse du pouvoir d'achat !!).

## syndicats et pacte social

Comme Suarez, le ministre des Relations syndicales s'est empressé de rencontrer les dirigeants de tous les syndicats : C.O., UGT, USO(2), pour essayer d'éviter si possible le naufrage qui menace" (Cambio 16).

Devant la menace prolétarienne, une seule solution pour le capital : laisser les "syndicats démocratiques" jouer leur rôle de chiens de garde.

Ainsi, les trois centrales syndicales (surtout les C.O., la plus préparée) ont parachevé leur implantation sur tout le territoire national. Elles ne contrôlent pas tellement un tissu de bureaux comme c'était le cas pour la CNS (syndicat officiel). Elles contrôlent surtout et de près la classe ouvrière.

Bien sûr, les syndicats UGT-USO et CO réunis dans la "Coordinatrice des Organisations Syndicales" (COS) ne feront leur boulot "syndicalard" que dans une démocratie. Ainsi : "le prolétariat ne veut pas couler l'économie du pays mais nous livrerons bataille pour les libertés ouvrières en utilisant le seul moyen dont nous disposons : les grèves. Nous ne sommes

pas disposés à supporter une crise à laquelle nous n'avons pas participé (?) ; ce n'est que dans ce cas où il aurait un gouvernement démocratique que nous y prêterions volontiers main forte". (Déclarations des CO à *Cambio* 16 du 13/9).

Nicolas Sartorius, du secrétariat permanent des commissions ouvrières, et du PCE dans sa rubrique de *Triunfo* (porte-parole officieux du PCE) du 11/9, parle "des avertissements patriotiques des dirigeants syndicaux sur l'automne chaud", dont "personne ne veut", "ni les ouvriers, ni les femmes d'ouvriers qui veulent vivre tranquilles" et ainsi de suite. Pour l'éviter, écrit Sartorius : "il faut un climat beaucoup plus respirable et même enthousiaste (!) dans la majorité du pays...". Il sera évité seulement par "un gouvernement qui aura l'appui de toutes les forces démocratiques qui rétablira les libertés publiques, l'amnistie et décrètera des mesures urgentes d'ordre économique et social". Il finit son papier "avec des solutions de responsabilité : une politique d'intérêt national".

Les empereurs romains disaient : "du pain et du cirque", les stalinistes disent : "donnons leur du cirque ("l'enthousiasme démocratique" ?), ils oublieront le pain". Evidemment, ces "mesures urgentes d'ordre économique et social" sont là pour faire bonne mesure. Nous savons que partout, tous les régimes ne font que prendre "des mesures économiques et sociales"... oui ! contre la classe ouvrière fondamentalement. Et ainsi le capital démocratique essaiera-t-il de la faire avec des mesures pour "mettre la main à la patte" de gré ou de force.

Les CO, ces derniers jours, ont choisi leur "grève-test" pour démontrer ce dont ils sont capables comme briseurs de grève. Leon est une ville idéale : là, "il ne se passe jamais rien". Isoler et "convaincre" de leur isolement les ouvriers du bâtiment en grève depuis début septembre paraissait aux CO-PCE locaux chose facile. Il fal-

(Suite p. 3)

# UNE BOURGEOISIE IMPUISSANTE

(Suite de la p. 2)

et communistes ont tout intérêt à ce que la situation économique et sociale soit la meilleure possible lorsqu'ils prendront le pouvoir... M. Barre ne peut réussir totalement, parce que la majorité est ce qu'elle est".

Ainsi, entre le gouvernement actuel qui se déclare au-dessus des querelles électorales et le gouvernement de rachat pour qui les élections sont le seul objectif, s'établit un certain partage des tâches : pour appliquer son plan, le gouvernement a besoin du calme social, donc de la relative neutralité de la gauche ; pour continuer sa campagne électorale jusqu'en 78, la gauche a elle aussi besoin du calme social et du non-engagement politique du gouvernement en place. Devant un besoin commun : le calme social, le gouvernement et la gauche réalisent ainsi déjà, quoi qu'ils prétendent, le fameux "consensus social".

En fait, il y a autant de partage des tâches entre la gauche et le gouvernement qu'entre ce dernier et la "majorité gaullienne". Bien que Giscard d'Estaing ait nommé un responsable des élections : Guichard, c'est, en fait, autour de Chirac, devenu grand rassembleur de la droite, que se jouent les intérêts électoraux de la droite et, par contre-coup, ceux du gouvernement en place.

En entretenant l'agitation électorale, à droite comme à gauche, la bourgeoisie de droite comme de gauche n'a d'autre but que de faire accepter à la classe ouvrière les demi-mesures d'austérité du plan Barre, en attendant de lui en faire accepter d'autres qui, elles, seront autrement draconiennes. Mais, bien sûr, pas avant 1978 !

## le consensus électoral

La campagne de 1977 elle-même devient un moyen pour la gauche de détourner la classe ouvrière en l'attirant vers le fracas de querelles électorales toutes aussi futiles : la fusion des communes Lille-Hellemmes, le désaveu par le PS de l'accord avec le PC à Laval ou les Hautes-Alpes, et bien d'autres encore...

En dehors du cirque électoral, la gauche délègue aux syndicats la tâche essentielle de faire patienter les travailleurs. Les syndicats ont d'abord obtenu du gouvernement d'être considérés comme seuls interlocuteurs valables pour représenter les travailleurs, soit en disant que l'accord de la CGT, c'est "quelque chose qui compte", soit à la manière de la CFDT : "Nous voulons savoir si R. Barre considère les syndicats comme des interlocuteurs naturels et obligatoires ou bien si, à la manière gaulliste, il va

tenter de passer par-dessus les organisations de travailleurs en s'adressant directement au peuple. C'est ça l'important".

Ainsi reconnus comme carcans officiels et exclusifs de la classe ouvrière, les deux principaux syndicats peuvent faire leur discours de rentrée. Pendant que Ségué déclare, à St-Ouen, le 7 septembre : "Nous avons la mission de défendre les intérêts de tous les salariés ; rien ni personne ne nous en détournera", E. Maire, à Lyon, clame bien fort que les élections ne doivent pas permettre de "faire l'économie de l'action directe et immédiate". Plus les déclarations sont tonitruantes, plus le moyen d'action apparaît mesquin : il s'agit, ni plus, ni moins, que de répondre au plan Barre par l'action directe d'une série de journées d'action dont le sommet sera le 7 octobre.

"Energique" réaction donc, que celle des syndicats revenus aux traditions annuelles de la rentrée dite "sociale" "puissantes actions unitaires" dans le textile du 22 au 29 septembre, journée d'action du bois le 24 septembre (débrayages pouvant aller de 4 à 24 heures !), journée d'action des jeunes et de l'emploi le 23 octobre, ne sont que les bruits de fond de la traditionnelle manifestation de la Nation à la République du 7 octobre. On verra, bien sûr, une fois de plus, les gauchistes derrière les rangs de la gauche officielle ; on les verra aussi dans les couloirs de la campagne électorale de la gauche, faire de la surenchère et s'effacer pour que le pouvoir revienne le plus tôt à cette même gauche en faisant "l'injonction... aux deux grands partis ouvriers... Qu'attendez-vous pour former un gouvernement PC-PS et satisfaire les revendications des travailleurs ?" (Rouge, 1/9/76).

Comme le capital mondial, le capital français est de plus en plus écrasé par le poids de ses propres contradictions, et, avec lui, la conscience qui a présidé à son développement : l'économie politique. Blessé gravement, il tente de recoudre les éléments maintenant disloqués, qui ont fait autrefois sa grandeur, et il tente, sans succès possible, de concentrer les quelques forces qui lui restent pour se maintenir en vie. Mais, à l'heure actuelle, il n'y a pas de solution économique possible, pas de solution politique possible ; il ne reste qu'une solution qui est celle du moindre mal : faire accepter par la classe ouvrière les mesures d'austérité.

N. M.

## publications du c.c.i.

ACCION PROLETARIA (Espagne)  
Ecrire à l'adresse de R.I.

INTERNACIONALISMO (Venezuela)  
Ecrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISM (USA)  
P.O. Box 961  
Manhattanville Station  
365, West 125 St. (USA)

P.O. Box 328  
Station "D"  
Toronto, Ontario (Canada)

INTERNATIONALISME (Belgique)  
B.P. 2  
Etterbeck 4  
1040 Bruxelles

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE (Italie)  
Ecrire à l'adresse comme suit :  
Sandro Saggio  
Casella Postale 85/6  
35100 PADOVA

WORLD REVOLUTION (Grande-Bretagne)  
Ecrire à l'adresse comme suit :  
B.M. Box 869  
LONDON WC IV 6XX



# LE MYTHE DU "CONTRAT SOCIAL" MENACÉ

(Suite de la p. 1)

une classe ouvrière non défaite qui a abandonné seulement temporairement et non sans rechigner ses luttes, la classe dominante va avoir de plus en plus de difficultés pour justifier son attitude cynique du niveau de vie des ouvriers. Les sacrifices des travailleurs n'ont amené aucune amélioration réelle de l'économie, et ne le fera pas plus dans le futur malgré les déclarations de tous les porte-parole de la bourgeoisie, depuis les bouffons de la presse populaire jusqu'aux experts économiques les plus pédants. La crise à laquelle nous assistons aujourd'hui est un phénomène d'ampleur historique qui s'approfondit de manière inéluctable.

Il devient plus clair chaque jour que, aussi "concret" et "rationnel" que puisse sembler le fait de protéger l'économie nationale afin de ne pas perdre son travail, l'approfondissement inexorable de la crise signifie que la classe n'a rien à perdre et un monde à gagner, en luttant sans repos pour ses propres intérêts. C'est seulement en saluant la crise du capitalisme, parce qu'elle fournit la possibilité de la destruction définitive du système, que le prolétariat peut parvenir à saisir la seule alternative à sa condition actuelle - la lutte révolutionnaire.

Ce que l'appel à la grève des marins montre par dessus tout est que la bourgeoisie a de moins en moins de marge de manoeuvre pour éviter les confrontations de classe décisives qui pointent à l'horizon. La panique justifiée de la bourgeoisie durant les quatre jours qui vont de l'appel à la grève jusqu'à son ajournement sont une claire démonstration de ce fait. Une grève de marins menace un des gains à l'exportation les plus importants, l'affrètement et paralyse le commerce extérieur. Au seul bruit de la grève, la lire, déjà chroniquement malade, s'est encore plus affaiblie face au dollar, et la bourse a chuté de manière alarmante. Le premier ministre a annulé son voyage au Canada et réuni le gouvernement qui a discuté des pouvoirs d'urgence pour combattre les marins. Au même moment, le gouvernement a fait appel au T.U.C. (1) pour s'occuper de la rebelle Union Nationale des Marins. Il était clair que non seulement la grève des marins serait désastreuse pour l'économie malade mais qu'aussi cela briserait la fragile statu-quo social soigneusement mis en place par le gouvernement travailliste et le T.U.C. Une grève combative des marins aurait pu montrer le chemin à d'autres secteurs cruciaux de la classe ouvrière, ce qui aurait causé des dommages encore plus grands à l'économie. Un des résultats fut que le T.U.C. a dû se définir clairement contre la grève et révéler son véritable rôle comme perpétuateur des mesures d'austérité et comme saboteur des luttes des travailleurs. Après avoir renouvelé le contrat social à leur Congrès annuel de Brighton, il pouvait difficilement permettre à l'Union Nationale des Marins de lutter pour des revendications salariales qui y contrevenaient directement. A la suite d'une confrontation brutale avec le Comité Exécutif du N.U.S. (2) où celui-ci fut menacé d'être expulsé du T.U.C., la grève fut remise à quinzaine.

Malgré ce succès à court terme pour le T.U.C. et le gouvernement, ceux-ci sont restés extrêmement vulnérables à de futurs surgissements de la classe qui éventuellement peuvent arriver. Le dilemme de la situation objective rend un choc frontal avec les travailleurs de plus en plus inéluctable. Ceci fut en fait la principale leçon du Congrès du T.U.C. D'un côté le T.U.C. a été obligé de continuer à maintenir le blocage des salaires à cause des responsabilités qu'il a dans l'économie capitaliste, de l'autre, il fut obligé de constater la fragilité du contrat social qui entame sa troisième année d'existence. Les plus petits syndicats ont exprimé au Congrès leurs préoccupations concernant cette question fondamentale et ont dû être calmés par les syndicats les plus importants du TUC : l'A.E.U. et le T. & G.W.U. (3). Les syndicats reconnaissent comme le reste de la bourgeoisie la nécessité de détourner toute velléité de résistance des travailleurs face à la crise, mais voient aussi que même les stratagèmes et les mystifications les plus soigneusement mis en place ne peuvent avoir

un succès permanent.

Toutefois, les méthodes habituelles de détournement et d'écrasement des grèves ont été mises en place pour les marins : elles peuvent se résumer ainsi : d'une part la traditionnelle voix de la bourgeoisie, représentante de l'"opinion publique" s'élève pour accuser les syndicats de trahir l'intérêt national, d'avoir des motivations politiques suspectes, d'être anti-démocratiques etc... l'effet obtenu est double : attaquer la grève et pousser les ouvriers à défendre leur syndicat, à oublier sa nature capitaliste en leur faisant croire qu'il se bat réellement contre la classe dominante. D'autre part, cependant, le syndicat, sous la pression du reste de la bourgeoisie, s'active à paralyser la grève, à l'isoler : il invoque auprès du gouvernement - et dans ce cas aussi auprès du T.U.C. - la justice de leurs revendications particulières, arguant qu'elles ne sont pas en contradiction avec le contrat social (Mr Slater, secrétaire du N.U.S., soutenait que les marins ne faisaient que réclamer ce qui leur était imparti dans la politique salariale) ou que ce secteur ouvrier particulier est un cas spécial qui doit être mieux payé pour telle ou telle raison. Une fois que les ouvriers ont été enfermés dans ce cadre - c'est-à-dire, sur le terrain bourgeois - le syndicat signe un "compromis" auquel les ouvriers ne peuvent plus s'opposer ayant été entraînés dans l'impasse de l'isolement et de la "modération".

Les gauchistes crient avec hystérie à la magouille, se lamentent sur le fait que les dirigeants syndicaux ont été contraints de céder, appellent les ouvriers à se maintenir sur la totalité de leurs revendications. Pourtant, ils partagent exactement le même point de vue de classe que les syndicats et les grands partis de gauche. Parallèlement à leur combativité verbale, leur activité montre clairement leur intégration dans la machine capitaliste. Les défilés pour "le droit au travail", les intrigues des délégués du Labour et du T.U.C., les "journées d'action" ne peuvent que renforcer l'enfermement de la classe dans les limites de la légalité capitaliste.

La tâche des ouvriers n'est pas de prouver à la bourgeoisie que leurs revendications sont justes. Leur rôle est de ne se battre que pour leurs intérêts propres, de combattre l'idéologie et l'organisation des syndicats, qui tentent de les entraîner sur un terrain capitaliste. La classe ouvrière ne doit être responsable que d'elle-même, elle doit se battre continuellement pour défendre son niveau de vie, doit savoir que toute augmentation de salaire est en fin de compte une victoire illusoire qui nécessite que la bataille se porte contre le système lui-même.

Cette lutte doit s'organiser en dehors des syndicats et contre eux, en assemblées générales, comités de grève, comités de liaison qui rattachent les centres de lutte entre eux. Ce n'est que lorsque les ouvriers parviennent à dépasser le point de départ de la grève et à établir la liaison avec d'autres ouvriers, généralisant le sens même de la lutte, que le mouvement peut se développer.

Ce processus apparaît déjà dans les puissantes luttes du prolétariat espagnol. En Grande-Bretagne le mouvement de la classe est aujourd'hui encore très contenu par l'appareil expérimenté des syndicats.

Néanmoins, la combativité des marins, bien que canalisée par le N.U.S., et l'agitation à British Leyland, bien que contrôlée par les shop-stewards, dernière ligne de défense des syndicats sont les avertissements du travail sur terrain de la combativité renaissante de la classe ouvrière en Angleterre, qui comme le reste de la classe ouvrière internationale, n'arrivera au bout de ses peines qu'au prix d'efforts tenaces pour se hisser à son but final.

F. SMITH

- (1) T.U.C. : Organisation qui regroupe l'ensemble des syndicats.  
(2) N.U.S. : Syndicat des marins  
(3) A.E.U. : Syndicat de la métallurgie T & G.W.U. : Syndicat des transports

## UNE TRANSITION ACROBATIQUE VERS LA DEMOCRATIE

lait remplacer la grève par des "journées de lutte" et autres gadgets si usés dans ce monde capitaliste. Mais les ouvriers n'ont pas marché. Le secrétariat permanent des CO envoyaient alors de Madrid un bonze pour renforcer le travail de sape des PC-CO de la "tranquille capitale" de province. Et il fut jeté illico hors de l'assemblée quand il proposa avec l'assurance propre aux bureaucrates, d'arrêter la grève.

Ainsi la classe ouvrière en Espagne fait-elle l'expérience et apprend-elle à reconnaître dans l'appareil politique et syndical de la gauche le même ennemi qu'elle ne cesse d'affronter à travers la répression policière de l'Etat franquiste et post-franquiste : la bourgeoisie.

### ACCION PROLETARIA

NOTE :

- (1) "Ils (les groupes politiques à gauche du PCE) n'ont pas de politique. Si nous (PC), nous convoquons une grève pour le 18, eux, ils se détachent de la faire le 15. Si nous autres annonçons que nous allons participer dans la CD, eux nous critiquent ardemment et trois mois après, ce sont eux qui y entrent". (Camacho à Cambio 16 du 13/9. Quelle description et auto-description involontaire !!)
- (2) U.G.T. : Syndicat socialiste  
U.S.O. : Syndicat à tendance auto-gestionnaire en liaison avec la C.F.D.T.

# L'AMÉRIQUE LATINE DANS LE TOURBILLON DE LA DÉCADENCE

## première partie

Du Chili à l'Argentine, du Pérou à la Colombie, l'Amérique latine constitue aujourd'hui le plus vivant exemple de la décomposition accélérée du système capitaliste mondial. Célébrée par le chœur des trotskystes et des bordiguistes comme le foyer de la "révolution mondiale" ou de la "révolution démocratique bourgeoise", cette fraction du marché mondial reflète jusqu'à la caricature les phénomènes de déclin du système ; taux d'inflation digne de l'Allemagne des années 20; convulsions politiques incessantes se traduisant par putschs, contre-putschs, guérillas et terrorisme permanents. Ces convulsions, loin d'annoncer l'enfantement de nouvelles "révolutions bourgeoises" ne sont que les phénomènes cliniques de la propre agonie d'un système mondialement condamné, s'enfonçant chaque jour plus dans sa propre barbarie. Cette paralysie convulsive du système à sa périphérie ne fait qu'anticiper de peu celle qui gagne inexorablement les centres industriels d'Europe et d'Asie.

### le développement historique du sous-développement

"La grande industrie a créé le marché mondial, préparé par la découverte de l'Amérique" (Manifeste communiste). L'Amérique latine est en effet étroitement liée dans son histoire au développement du marché mondial capitaliste. Destruction des modes de production précapitalistes par le fer et par le feu des conquérants, réduction des Indiens en esclavage, pillage des métaux précieux pour assouvir un capital insatiable, autant d'étapes du développement du nouveau système se construisant sur les ruines de formes de production dépassées. Soumise désormais au capitalisme ascendant, l'Amérique latine allait prendre sa place dans la division internationale du travail et servir à l'Europe tant de colonie d'exploitation pour les nécessités de l'accumulation que de réservoir où déverser son trop-plein de marchandises sur les ruines de l'artisanat local. Dominée par une aristocratie ibérique se survivant dans le "Nouveau monde" au déclin du féodalisme dans d'immenses latifundia et soumise à l'inégalité des échanges, elle ne pouvait être autre chose qu'un simple point de transit dans la circulation des marchandises vers l'Europe. Cartagena, Panama, Buenos Aires : autant de noms symbolisant cette fonction. Ce développement du capital marchand "inversement proportionnel au développement économique général de la société" (Marx) transformait donc l'embryon de bourgeoisie locale en simple intermédiaire du capital développé européen. gravitant autour

de l'aristocratie propriétaire des mines et des plantations.

C'est à cet état de stagnation économique et sociale que devaient se heurter les tentatives du "Libertador" Simon Bolivar de substituer aux empires coloniaux en décadence le cadre de la nation bourgeoise, cadre naturel du développement du capitalisme productif industriel. Les nouveaux Etats qui surgirent des "guerres de libération" et "balkanisèrent" l'ancien empire espagnol constituaient de fait le cadre approprié de la domination du capital anglais en pleine expansion sur le continent. Les nouvelles "nations" perpétuaient l'état de colonie d'exploitation, et loin d'incarner l'essor d'une bourgeoisie locale témoignaient de sa débilité congénitale; c'est pourquoi l'armée était rapidement appelée à devenir la seule force politique réelle, force d'inertie surgie du maintien du secteur extracapitaliste des latifundia.

Dans ce cadre-là, les pays d'Amérique latine ne pouvaient rester, à l'époque du développement de l'impérialisme dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle que des semi-colonies du capitalisme développé, dépendant aux besoins du marché mondial en minerais et en produits agricoles bon marché grâce à une main-d'œuvre abondante et sous-payée. Les noms donnés à certaines périodes de l'histoire de l'Argentine et du Brésil au cours de la seconde moitié du siècle dernier sont éloquentes : cycle du café, cycle de la canne à sucre, cycle de la laine, cycle de la viande, etc. Quant aux industries de transformation existantes, elles ne pouvaient répondre qu'à des besoins locaux, dont celui de diminuer le coût de la force de travail par une limitation des importations nécessaires à sa reproduction. La fragilité de cette économie d'échanges, soumise aux plus petites fluctuations du marché mondial et en proie à une surproduction endémique, se traduisait par son effondrement périodique accentuant l'instabilité politique, illustrée par les guerres locales et le rôle croissant de l'armée au sein de la société qui tendait à être son seul facteur de cohésion.

### les symptômes les plus marqués de la décadence

Si à la fin du siècle, l'Amérique latine connaît un développement ponctuel dans quelques pays disposant des richesses minérales et énergétiques répondant aux besoins crois-

sants du capitalisme industriel en pleine apogée, l'ouverture de l'ère de la décadence du capital mondial stoppe net ce processus. La moindre résistance du capital à la périphérie donne immédiatement à la décadence sa forme la plus pure, la plus "clinique".

Expression de la fin de l'apogée du système, les rivalités interimpérialistes s'y manifestent immédiatement dans toute leur ampleur. L'un des exemples les plus typiques est celui du Mexique à la veille du premier conflit mondial. L'un des clichés les plus répandus est justement de présenter les convulsions politiques et sociales qui se développent dans ce pays (tout comme en Chine en 1911) comme le surgissement d'ultimes "révolutions bourgeoises". De fait, ces convulsions ne faisaient que marquer l'achèvement de la phase d'apogée du capitalisme. La "révolution mexicaine" n'était que la tentative de la bourgeoisie locale pour se développer dans un marché mondial dont le partage était déjà achevé. En conséquence, les révoltes agraires d'un Zapata ou la politique libérale d'un Madero ne pouvaient que s'intégrer dans le jeu des rivalités impérialistes anglo-américaines pour la main-mise sur les champs de pétrole du Nord. C'est pourquoi la seule attitude révolutionnaire ne pouvait être que celle représentée par Magón lié aux IWW qui affirmait clairement - alors qu'un J. Reed se tenait aux côtés d'un Villa - que "le devoir des vrais révolutionnaires est de creuser une tombe et d'y précipiter la république bourgeoise", de "mener une guerre à mort" pour "détruire la chaîne du salaire". Contre tous les tiers-mondistes d'aujourd'hui à la recherche de "révolutions démocratiques bourgeoises", Magón et l'ensemble des internationalistes proclamaient que "en Russie, les travailleurs lancent un appel mondial pour la révolution sociale dans tous les pays de la terre".

La défaite de la révolution mondiale devait justement donner à la décadence en Amérique latine toute sa profondeur. Comme les pays de l'Est les pays de ce continent ne sont aujourd'hui que la semi-colonie de l'impérialisme dominant : URSS ou USA. La stagnation des forces productives y est aujourd'hui un cliché classique avec ses métropoles bidonvilles, ses latifundia en friche, ses armées permanentes de chômeurs sans cesse plus grandes.

Contrairement à ce qu'affirment invariablement les bordiguistes ou

les partisans de Mattick, la période qui suivit la seconde guerre mondiale n'a pas auguré une phase de "formidable expansion des forces productives" : pour un Brésil - et encore faut-il limiter son développement à la région de Sao Paulo et de Rio de Janeiro, il y a 10 Paraguay. Si quelques pays ont pu connaître un certain essor comme l'Argentine ou le Brésil, ce ne fut que conjoncturel, lors des guerres mondiales ou pendant la guerre de Corée. Avec la reconstruction de l'Europe après 50, l'Argentine de Perón se trouve dans l'impossibilité d'exporter et voit sa production régulièrement diminuer. Dans les années 60, la reconstruction n'a pu faire sentir ses effets que de façon isolée, répondant plus aux nécessités du capital américain ou européen de produire des marchandises plus compétitives par l'exploitation d'une classe ouvrière relativement qualifiée et sous-payée.

L'échec des réformes agraires périodiquement avancées est, lui aussi, particulièrement significatif du Mexique de Madero jusqu'au Chili d'Allende. La "résolution" du problème agraire ne peut s'opérer que dans le cadre d'un capitalisme ascendant intégrant les paysans dans la production par l'accumulation primitive et la campagne dans les circuits du capital industriel. Comme au siècle dernier, pour quelques flots d'immenses plantations-usines, il y a prédominance du secteur archaïque des latifundia, et de la petite propriété parcellaire.

Comme dans le reste du tiers monde, le secteur improductif tend constamment à prédominer sur le secteur productif. C'est ainsi que l'appareil étatique connaît un développement directement proportionnel au déclin de l'économie. Correspondant au besoin d'assurer la cohésion d'une société constamment menacée de désagrégation et à la défense d'un capital national constamment en proie à la concurrence des capitaux les plus forts, l'Etat avec son administration, son armée est appelé à jouer en Amérique latine un rôle toujours croissant.

Nous verrons dans un prochain article comment la crise actuelle se traduit dans ce continent par une accélération de la tendance au capitalisme d'Etat, traduisant la crise politique de la bourgeoisie.

Ch.

### publications du C.C.I. en langue française

#### INTERNATIONALISME :

Publication en langue française (paraît aussi en Néerlandais) de la section belge du Courant, INTERNATIONALISME paraît actuellement tous les deux mois. Outre les articles analysant plus particulièrement la situation en Belgique, elle contient des articles à caractère plus général et constitue un complément à la publication de la section française.

#### Sommaire du dernier numéro :

- Editorial
- La reprise... de la crise
- Belgique : Les grandes manoeuvres de la bourgeoisie et la lutte de classes
- Espagne : le mensonge démocratique
- L'affrontement impérialiste au Liban
- Thèses sur la lutte de classes en Grande-Bretagne
- L'anarchisme, sirène du capital

#### REVUE INTERNATIONALE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL :

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections de pays de notre courant.

Elle se fixe les tâches suivantes :

- la publication de prises de position et d'analyses de notre courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale.

- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés pour avoir été écrits au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires.

- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

#### Sommaire du dernier numéro :

- Bilan : leçons d'Espagne 36
- Espagne : hier et aujourd'hui
- Thèses sur l'organisation
- Contributions à la discussion sur la période de transition
- Premier Congrès de World Revolution

#### BROCHURES :

. PLATEFORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (réédition de la plateforme de 1972)

. LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE



### publications récentes

#### ACCION PROLETARIA N° 9 (junio-julio 76)

- Una democracia a la española
- Primero de Mayo : rito antiobrero
- Libano : El infierno de la decadencia
- La lucha de clases en China
- La huelga de la Telefónica
- Crítica de los "anti-capitalistas"

#### INTERNATIONALISM N° 10 (U.S.A.)

- To workers and revolutionaries in Canada
- The U.S. : Division of Labour - The Union and the State against the working class
- Portugal, Spain, Italy : The political crisis of the bourgeoisie
- Trudeau's new society
- The American bourgeoisie against the crisis

#### RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE (Luglio 76)

- Italia : la funzione del Nazional Comunismo
- Angola : dietro la "liberazione nazionale" lo scontro tra gli imperialismi
- Rivoluzione e Controrivoluzione in Italia (II)
- Cambogia : dopo "la liberazione"
- Cina : il capitalismo di stato, dalle origini alla Rivoluzione Culturale
- Corrispondenza con Battaglia Comunista
- Polonia : sei anni dopo

#### WORLD REVOLUTION N° 7 (July 1976)

- Vitoria : The proletarian alternative
- The Western CPS turn right
- Lebanon : Imperialist testing-ground
- First Congress of World Revolution
- Theses on the class struggle in Britain
- Britain : Crisis and class struggle
- Address to revolutionaries in Britain
- The SPGB : Parliamentary Cretins

### LES TACHES PRESENTES DES REVOLUTIONNAIRES

(Suite de la p. 6)

portant dans son renforcement numérique. De même, la clarté politique que suppose cette capacité, doit permettre à l'organisation de ne pas être affaiblie par les divergences que les problèmes nouveaux font nécessairement surgir en son sein, mais au contraire de transformer les débats provoqués par ces divergences en facteurs de plus grande clarté et cohésion. En règle générale, la capacité d'analyse politique de l'organisation est l'instrument qui permet que les différentes fluctuations de la lutte de classe, les bouleversements de plus en plus violents que va subir la société, ne soient pas pour elle des facteurs de démoralisation, d'instabilité ou d'effacement mais au contraire de renforcement et de solidification.

oOo

Ayant, dans cette partie de l'article, analysé les conditions de création et de renforcement d'un pôle communiste, nous allons dans sa dernière partie, traiter des instruments de ce renforcement et, plus particulièrement des publications.

C. G.

#### NOTES :

- (1) Cf. *Jeune Taupe* ! N° 7 : "Perspectives d'activité" p. 27
- (2) Cf. *Revolutionary Perspectives* N° 3 : "The convulsions of the I.C.C."
- (3) Cf. *Jeune Taupe* ! N° 8

# Les 'multinationales' et la tendance au capitalisme d'Etat (1)

Aujourd'hui, dans la presse, à la radio, à la télévision, partout les "multinationales" figurent au banc des accusés. Après la "crise du pétrole", l'affaire Lockheed les met de nouveau sous les feux de l'actualité, du Japon à l'Italie, des U.S.A. à la Hollande. Partout, la bourgeoisie est quasiment unanime pour critiquer plus ou moins durement l'activité de ces entreprises "sans foi ni loi". Les plus virulentes dans cette dénonciation sont évidemment les fractions de gauche de la bourgeoisie, parmi lesquelles P.C. et gauchistes rivalisent de vigueur dans la défense du capital national contre ce "capital apatride" !!! L'occasion est belle d'identifier la crise et les "multinationales", responsables tout trouvés aux maux qui accablent le capitalisme mondial.

En fait, derrière cette agitation se cache la nécessité pour la bourgeoisie d'accélérer la tendance dominante du capitalisme décadent : la tendance au capitalisme d'Etat. Mais que sont en fait ces "multinationales" tant vilipendées, quelle est leur origine et quelle fonction justifie leur existence au sein d'un capitalisme qui aujourd'hui prétend les rejeter ?

## que sont les "multinationales" ?

Les "multinationales" ne sont en fait que l'expression de la concentration du capital et expriment une loi qui domine toute la vie du capital : la concurrence. Chaque entreprise tend à s'accaparer une part toujours plus grande du marché et pour cela entre en concurrence avec d'autres entreprises qu'elle devra éliminer pour tendre de plus en plus à la situation de monopole qui permet la réalisation de super-profits, la concurrence ne jouant plus pour imposer la loi du marché.

Lorsque pour une entreprise suffisamment importante le cadre du marché national devient trop restreint, c'est sur le marché mondial qu'elle doit s'imposer, cherchant de nouveaux débouchés, investissant à l'étranger où les taux de profit peuvent être plus élevés, etc. C'est alors une multinationale.

Les "multinationales" ne sont donc pas des exceptions dans le monde des entreprises capitalistes, elles obéissent aux mêmes lois que la petite entreprise, la seule différence c'est leur importance. Leur champ d'action c'est le marché mondial et leurs moyens d'action sont comparables à ceux d'Etats de moyenne importance (General Motors a un chiffre d'affaire comparable au budget français).

Cependant, ces trusts internationaux qui faisaient il y a encore quelques années l'orgueil du monde capitaliste sont aujourd'hui les cibles des plus sévères critiques. Avec le retour de la crise générale du capital, ils se retrouvent sur le banc des accusés et au travers de la presse se retrouvent responsables de tous les maux qui accablent le capital sénile.

Pour comprendre ce phénomène, il faut situer l'histoire de ces trusts dans l'histoire du capitalisme lui-même.

## les "multinationales" et l'évolution du capitalisme

Durant la période ascendante, la création des grands trusts ou des cartels à la fin du 19e siècle correspond à la tendance alors dominante : la tendance au capitalisme monopolistique. Cette tendance s'impose à travers le libre jeu de la concurrence, sans intervention de l'Etat, le libéralisme économique est la règle du développement capitaliste.

C'est aux U.S.A. que cette tendance se manifeste le plus clairement, là où le capital se développe sans entraves, sans le frein que constituent ailleurs les séquelles des formes pré-capitalistes de production. La fin du 19e siècle constitue l'âge d'or des grandes compagnies qui tendent au monopole comme la Standard Oil de Rockefeller qui contrôle le 90 % du marché pétrolier ou l'U.S. Steel de Carnegie qui contrôle le marché de l'acier. Durant la même période se créent en Europe les cartels, comme le cartel de l'acier en Allemagne, qui correspondent à la même tendance qui est d'avoir une position de monopole sur le marché en diminuant la concurrence de manière à ne plus être soumis à la pression du marché sur les prix.

Les trusts internationaux sont les enfants légitimes du capitalisme ascendant qui, au travers du développement tumultueux des forces productives impose sa domination à l'ensemble de la planète.

"Pendant cette période, les crises cycliques du capitalisme se résorbent dans l'extension du marché mondial, dans la pénétration de nouvelles parties du monde. Tant que les limites du marché mondial par rapport à la capacité productive ne sont pas atteintes, les lois économiques du système peuvent fonctionner sans une forte intervention directe de l'Etat." (1)

Avec l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, c'est-à-dire de relative saturation du marché mondial, il n'y a plus de solution économique à la crise, chaque capital national se trouve contraint de se rabattre sur son Etat, plus à même de représenter les intérêts de sa bourgeoisie de façon plus globale et unitaire. Les mesures capitalistes d'Etat surgissent brusquement comme une politique économique consciente des gouvernements nationaux.

Le libéralisme économique, la politique du "laissez-faire" n'est plus possible. Face aux tâches auxquelles chaque capital national se trouve confronté : contrôler la concurrence intérieure pour renforcer sa compétitivité sur le marché mondial, assurer les préparatifs pour la guerre impérialiste, l'intervention croissante de l'Etat et de son contrôle sur l'économie nationale devient une nécessité. La tendance dominante du capitalisme décadent est la tendance au capitalisme d'Etat.

Au début du siècle, la crise économique mondiale qui se manifeste aux U.S.A. avec le krach boursier en 1907 va provoquer une prise de conscience de la bourgeoisie et une remise en cause de ses conceptions libérales. Le premier acte de la tendance au capitalisme d'Etat qui va se développer clairement lors de la 1ère guerre mondiale va se jouer avec la loi anti-trust et le démantèlement de la Standard Oil en 1912.

La Standard Oil, profitant de sa position de monopole sur le marché pétrolier, ne se pliait pas aux besoins du capital national américain, pratiquant des prix abusifs, handicapant ainsi d'autres branches industrielles, privilégiant son intérêt particulier en tant qu'entreprise aux dépens des intérêts du capital national américain dans son ensemble. La solution va être draconienne face à cet enfant turbulent du capitalisme américain : le trust va être démantelé en trente trois entreprises, par l'application de la loi anti-trust.

Durant la première guerre mondiale, l'Allemagne offre l'exemple le plus marquant de l'intervention de l'Etat. Chaque entreprise, chaque usine est mobilisée pour l'effort de guerre, doit se plier aux directives de l'Etat qui enrégimente la production.

La fin de la guerre va marquer pour la bourgeoisie le retour des illusions issues de sa période de prospérité : le laissez-faire. Mais le krach boursier de 1929 en ouvrant une nouvelle période de crise, balaye ces illusions et la tendance au capitalisme d'Etat s'accélère trouvant aux U.S.A. une

expression théorique avec Keynes qui prône une intervention énergique de l'Etat dans l'économie.

Là où les multinationales sont particulièrement puissantes, aux U.S.A., la politique du New Deal a dû mettre au pas les multinationales particulièrement turbulentes pour les plier à la discipline de la défense du capital national. L'épouvantail de la loi anti-trust et du démantèlement a été l'instrument principal de la politique de Roosevelt, mais aussi un certain nombre de lois qui visaient à limiter leur part du marché, à les taxer pour les obliger à réinvestir leurs profits aux U.S.A.

En Europe, la tendance au capitalisme d'Etat s'est marquée encore plus fortement par des nationalisations avec les Fronts Populaires, ou un contrôle direct de l'Etat avec les régimes fascistes.

## "multinationales" et capitalisme d'Etat

Cependant, l'existence de multinationales n'est pas contradictoire avec le capitalisme d'Etat. Le démantèlement est une mesure extrême et en fait une victoire à la Pyrrhus ; en effet, l'intérêt du capital national est aussi d'avoir une production la plus concentrée possible de manière à être compétitif sur le marché mondial. Le problème est de mettre au pas ces entreprises et de les intégrer dans la gestion étatique du capital national. Par leur gigantisme, les grands trusts internationaux ont simplement plus de possibilité de jouer leur propre carte sur le marché aux dépens même de leur nation d'origine, mais toute entreprise, qu'elle soit grande ou petite, subit la même tendance liée à la nature même des relations capitalistes : la concurrence. Les "multinationales" ne sont pas un cas particulier ; elles sont au contraire la meilleure expression de l'anarchie du capital.

Il ne faut pas non plus assimiler "multinationale" et capitaux privés. Renault, entreprise nationalisée, est tout autant une multinationale avec ses usines en Argentine ou en Espagne, etc. que General Motors par exemple. Là où c'est nécessaire à la défense de la compétitivité et de l'indépendance de leur capital national, les Etats créent les multinationales dont ils ont besoin comme l'ENI italienne ou Elf-Erap en

France. L'U.R.S.S. comme les U.S.A. a ses multinationales, expressions dans la mesure de ses moyens de son implantation sur le marché mondial.

A travers la fusion entre capital privé et capital d'Etat qui s'opère de plus en plus avec le développement de la tendance au capitalisme d'Etat, les multinationales ne sont plus seulement un instrument de pénétration économique du capital national sur le marché mondial mais aussi un instrument de la politique étrangère de l'Etat. L'intervention militaire de la United Fruit Company au Guatemala en 1954, ou le rôle d'I.T.T. au Chili pour déstabiliser le régime d'Allende ne sont pas seulement des initiatives de ces trusts pour défendre leurs intérêts particuliers mais essentiellement une intervention de l'Etat américain qui ne peut laisser se développer des régimes qui lorgnent vers le bloc impérialiste antagoniste. De moins en moins, les multinationales seront tentées de jouer leur propre carte mais devront s'intégrer dans la défense des intérêts politiques et économiques généraux du capital national dont elles sont issues.

oOo

Dans un prochain article, nous verrons qu'avec le retour de la crise économique mondiale et son corollaire : l'accélération de la tendance au capitalisme d'Etat, la nécessité pour chaque capital national de mettre au pas ses enfants indisciplinés que sont les multinationales s'impose chaque jour de manière plus forte.

Les récents scandales de Lockheed ou d'IBM aux U.S.A. et la campagne de "moralisation" de la pratique commerciale sur le marché mondial (sic) n'ont pas d'autre sens que le renforcement du contrôle de l'Etat sur l'économie.

Nous verrons quel rôle joue la gauche de l'appareil politique du capital comme expression la plus consciente de la bourgeoisie de la nécessité d'accélérer la marche vers le capitalisme d'Etat. La dénonciation hystérique que le P.S., le P.C. ou les gauchistes font des multinationales n'a pas d'autre fonction. En identifiant les multinationales au capitalisme, cela permet de faire passer les mesures capitalistes d'Etat pour des pas en avant vers le socialisme et d'enraciner encore plus les travailleurs dans la défense de "leur" capital national.

J. J.  
(1) Voir Internationalism (U.S.A.) N° 5 : "Sur le capitalisme d'Etat"

## souscription

A l'heure où la crise frappe avec de plus en plus d'acuité et que le prolétariat retrouve le chemin de son combat révolutionnaire, les communistes doivent intensifier leur activité alors même que tous les frais augmentent : papier, impression, frais postaux.

Pour faire face aux tâches qui l'attendent, et pour qu'ils puissent ainsi manifester concrètement leur soutien, REVOLUTION INTERNATIONALE ouvre auprès de ses lecteurs et sympathisants une SOUSCRIPTION PERMANENTE.

Directeur de la publication : C. Giné  
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Diéu  
Paris 20ème.

## réunions ouvertes

REVOLUTION INTERNATIONALE organise régulièrement des réunions ouvertes et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Auxerre, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Marseille, Rouen, Toulouse.

La prochaine réunion ouverte de la section de PARIS aura lieu le 9 octobre sur le thème : LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES, à 17 h au 27, av de Choisy (salle verte, premier étage), Paris 13e. Des permanences ont lieu tous les samedis à 17 h, au même endroit.

La prochaine réunion ouverte de la section de TOULOUSE aura lieu le

Vendredi 22 octobre à 20 h 30

Cité Universitaire de l'Arsenal  
Thème : LE GAUCHISME

REVOLUTION INTERNATIONALE  
B.P. 219  
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements et versements à  
C. Giné CCP La Source 34 195 33

Abonnements  
1 an (12 numéros)..... 20 F  
6 mois (6 numéros)..... 10 F

Abonnements couplés : 12 numéros  
du journal et 4 numéros de la  
"Revue Internationale" :  
France ..... 40 F  
Etranger ..... 60 F  
Hors d'Europe par avion .... 80 F

# Les tâches présentes des révolutionnaires (4)

Dans les deux premières parties de cet article nous avons successivement tenté de définir la fonction générale de l'organisation des révolutionnaires, comment cette fonction est assumée face aux différentes conditions historiques de la lutte de classe et, à travers la caractérisation de la période actuelle, quelles sont les difficultés et les dangers que les organisations communistes présentes doivent affronter dans l'accomplissement de leur tâche. La troisième partie de l'article essayait de dégager les grandes lignes qui sont à la base de l'activité présente des révolutionnaires. Nous avons ainsi vu que celle-ci doit fondamentalement se concevoir comme une préparation à long terme des conditions de ce moment décisif que constitue l'affrontement révolutionnaire du point de vue de la prise de conscience de la classe et plus particulièrement de l'instrument essentiel de celle-ci : le parti révolutionnaire. Compte-tenu :

- du cadre actuel de la lutte prolétarienne,
- du poids des mystifications qui pèsent sur elle, et partant du faible impact des idées révolutionnaires,
- des difficultés organisationnelles des courants révolutionnaires résultant de leur coupure organique avec les fractions communistes du passé ; compte tenu donc des limites mais aussi des potentialités de notre époque, nous avons établi que la tâche fondamentale de l'heure consistait dans la constitution et le renforcement à l'échelle mondiale d'un pôle politique solide de clarté et de cohérence apte à faire évoluer et regrouper les divers éléments et tendances révolutionnaires que la reprise prolétarienne de la fin des années 60 a fait surgir un peu partout. Dans cette dernière partie de l'article, nous allons examiner les moyens de cette tâche ainsi définie.

Afin qu'un tel pôle soit effectivement en mesure de faire éclore le plus complètement possible les potentialités que recèle notre époque, nous avons vu qu'il doit se donner les moyens de présenter à la classe des prises de positions claires sur les problèmes fondamentaux auxquels elle est confrontée et de diffuser cette propagande partout où sont susceptibles d'apparaître des éléments à même de l'écouter et de s'orienter vers des positions révolutionnaires. Cette capacité de l'organisation à assumer correctement ces tâches passe par son renforcement du point de vue numérique, organisationnel et politique.

## le renforcement numérique

Un grand nombre des groupes qui ont surgi ces huit dernières années ont affiché une répugnance vertueuse à l'égard de l'augmentation de leurs effectifs : la "pêche à la ligne" et le "recrutement" étaient des péchés qu'ils se refusaient à commettre. A la base de cette attitude se trouve une réaction salutaire contre les méthodes des gauchistes qui, à travers toutes sortes de gadgets publicitaires, d'actions d'éclat, de campagnes bruyantes, et même de fêtes et de bals suivent les traces de leur aîné stalinien pour attirer à eux un maximum de monde sur une plateforme on ne peut plus minimale. Tels des agences de voyage, le slogan de la plupart des groupes gauchistes semble être : "Venez chez nous, nous nous occupons du reste". Cependant, la dénonciation par les groupes révolutionnaires de ces méthodes de recrutement sans principes s'est souvent accompagnée d'un mépris pour tout ce qui pouvait se traduire par un renforcement numérique. Les révolutionnaires ne doivent pas rejeter un tel renforcement, il est indispensable pour permettre à leur organisation d'accomplir ses tâches : les analyses les plus justes et les plus brillantes ne servent pas à grand-chose si elles ne sont pas diffusées. Mais l'adhésion à une organisation politique du prolétariat n'a rien à voir avec l'adhésion à une organisation du capital. L'organisation des révolutionnaires a besoin de militants ayant adhéré à un programme et engagés à le défendre avec tous leurs moyens et n'a que faire de robots dressés à vociférer des slogans stupides du style : "Ho ! ho ! ho ! Chi Minh !", à "casser du facho" ou à coller des affiches électorales pour Arlette Laguiller. Elle n'a pas besoin de militants touristes venant défouler quelques mois leurs ardeurs juvéniles en jouant à la révolution et qui iront planter leur tente ailleurs dès que le jeu ne les amusera plus.

Cependant, tous les militants des groupes gauchistes ne sont pas irrémédiablement "perdus pour la révolution". Il existe dans certaines de ces organisations, particulièrement celles liées à l'anarchisme, un certain nombre d'éléments animés d'une préoccupation révolutionnaire indiscutable et qui ruent dans les brancards des mystifications entretenues par celles-ci. De tels éléments peuvent évoluer vers des positions de classe et s'intégrer dans l'organisation des révolutionnaires. Celle-ci doit donc orienter une partie de ses efforts de publication (polémique et dénonciation des mystifications et groupes gauchistes) et de diffusion vers ces éléments afin de favoriser leur évolution tout en tenant compte des limites à cette évolution résultant des distorsions souvent irrémédiables que le poison idéologique gauchiste a

provoqué dans leur esprit.

Au fur et à mesure que ces organisations extrémistes de la gauche du capital feront la preuve de leur nature contre-révolutionnaire, les éléments qui s'en dégageront seront moins aptes à évoluer vers une cohérence révolutionnaire. C'est alors essentiellement par l'intégration d'éléments surgis directement des luttes ouvrières, en général jeunes et sans expérience politique, que se réalisera le renforcement numérique de l'organisation. Celle-ci devra donc se donner de plus en plus les moyens d'intervenir dans ces luttes afin de favoriser l'apparition et l'évolution de tels éléments.

Il est possible que l'évolution de ces éléments emprunte la voie de la participation à des noyaux ou cercles de discussion ouvriers surgis au cours des luttes comme tâtonnements de la classe vers sa conscience et son organisation, mais cela ne veut pas dire que l'intervention des révolutionnaires doit viser de façon concrète à la constitution de Noyaux Ouvriers Révolutionnaires ou favoriser leur institution comme le considère le PIC (1). De tels organes, en tant qu'expression inachevée et limitée de la prise de conscience de la classe se transforment, s'ils se maintiennent comme tels, en frein à cette prise de conscience. Pour ceux qui y participent, il n'est d'autre alternative que de poursuivre leur évolution et s'intégrer dans l'organisation communiste qui, à leur égard, intervient en ce sens, ou bien de céder à la pression des mystifications gauchistes ou à la démoralisation. Il n'y a pas de place aujourd'hui pour une structure permanente intermédiaire entre l'organisation des révolutionnaires et l'organisation générale de la classe : les conseils ouvriers. De même, de tels organes ne peuvent en aucune façon constituer une sorte d'embryon des futurs conseils ouvriers qui surgiront spontanément sur la base des assemblées générales ouvrières dans la période révolutionnaire et non à partir d'un cadre pré-établi. Comme nous l'avons vu, la tâche des révolutionnaires dans la période de décadence du capitalisme n'est plus d'organiser la classe : ceux qui aujourd'hui veulent favoriser "la constitution de Noyaux Ouvriers Révolutionnaires" avec en fin de compte une telle perspective, ont un siècle de retard. En se refusant à aborder de face la construction de l'organisation des communistes, construction contre laquelle il déverse à longueur de temps une lourde ironie, le P.I.C. n'a d'autre ressource que de se replier sur l'exaltation des vertus de ces fameux noyaux, aggravant de ce fait la confusion qui règne au sein de la classe.

A l'égard des divers éléments qui, en rompant avec le gauchisme ou directement à travers les luttes ouvrières, s'approchent à l'heure actuelle des positions de classe, le rôle des révolutionnaires n'est pas de bloquer leur évolution en les enfermant dans des "Noyaux Ouvriers" ou autres "Comités Communistes", mais de favoriser cette évolution en indiquant clairement qu'ils n'ont, en fin de compte, d'autre perspective que l'intégration dans l'organisation communiste ou la rechte dans l'atomisation, la démoralisation et les mystifications capitalistes. Mais une telle intervention en vue de l'intégration de ces éléments n'aura de fruits véritables que si l'organisation est elle-même assez solidement structurée pour ne pas vaciller à chaque arrivée de nouveaux militants encore inexpérimentés, ce qui ne favorise

pas leur assimilation et peut avoir pour effet de désorienter et de décourager des consciences communistes encore mal assurées. Pour constituer un réel progrès pour un groupe communiste l'accroissement numérique doit donc s'accompagner constamment d'un renforcement de l'organisation.

## le renforcement organisationnel

Comme nous l'avons vu, une des faiblesses majeures des courants communistes qui surgissent à l'heure actuelle après un demi-siècle de contre-révolution réside dans leur difficulté à comprendre les questions organisationnelles. Cela implique par conséquent qu'ils consacrent un effort tout particulier à ces questions et qu'ils ne laissent pas aux "luttes futures de la classe" le soin de les résoudre. S'ils ne peuvent s'épargner toute une expérience concrète pour opérer une telle clarification, ces courants ne doivent pas faire de nécessité vertu et attendre que l'organisation leur tombe toute faite du ciel telle la manne de la Bible. Ils doivent adopter une attitude dynamique dans l'édification et le renforcement de l'organisation afin d'abréger le plus possible la période des balbutiements et des hésitations et empêcher ceux-ci de compromettre, quelquefois de façon irrémédiable, le futur.

En effet, le fait d'être parvenu sur un certain nombre de points politiques à une certaine clarté ne garantit pas à une organisation révolutionnaire d'être à la hauteur des tâches pour lesquelles elle a surgi. En particulier, elle doit se donner les moyens de diffuser d'une façon sérieuse et suivie ses positions et analyses dans la classe, faute de quoi elle devient un organe sans fonction et comme tel, s'atrophie pour en général disparaître, ce qui ne manque pas de renforcer la confusion et la démoralisation auprès des éléments qu'elle avait pu momentanément influencer.

A l'heure actuelle, un des objectifs essentiels pour un groupe communiste doit être de dépasser le niveau artisanal de ses activités et de son organisation qui, en général, marque ses premiers pas dans la lutte politique. La systématisation, l'accomplissement régulier et sans à-coups de ses tâches de publication, de diffusion, de discussion et de correspondance avec des éléments proches doit figurer au centre de ses préoccupations. Cela suppose que l'organisation se dote de règles de fonctionnement et d'organes spécifiques lui permettant d'agir non comme une somme de cellules dispersées mais comme un corps unique doté d'un métabolisme équilibré.

Elle doit en particulier oeuvrer de façon décidée vers une concentration et une centralisation de ses forces et de ses énergies contre les tendances de type fédéraliste et individualiste qui souvent accompagnent les réactions fondamentalement salutaires contre la charge bureaucratique du stalinisme, du syndicalisme et du gauchisme et qui sont depuis 1968 encouragées par les scories des révoltes étudiantes.

Mais l'aspect le plus fondamental du renforcement de l'organisation des révolutionnaires consiste dans le regroupement des faibles forces communistes qui existent aujourd'hui dans le monde, et qui abordent en range dispersés les affrontements de classe formidables qui mûrissent dans les entrailles de la société. Il ne s'agit pas uniquement d'une question de forces numériques, bien que, compte tenu de la maigreur de celles-ci, cet aspect ne soit pas négligeable. Il s'agit surtout du facteur de confusion considérable que représente pour les éléments encore peu formés qui s'approchent des positions communistes et donc pour l'ensemble de la classe, l'existence de plusieurs organisations distinctes défendant les mêmes positions fondamentales. Dans toute l'histoire du mouvement ouvrier, la division et l'éparpillement des révolutionnaires a constitué une énorme faiblesse de la classe aux conséquences souvent tragiques : que l'on songe au drame de la révolution allemande de 1919 où les divers courants révolutionnaires ne se sont regroupés que deux semaines avant les affrontements décisifs et, en fin de compte, trop tard. Cela situe le caractère désespérément irresponsable de l'attitude de groupes comme le CWO en Grande-Bretagne ou le PIC en France qui, au nom de frontières de classe découvertes pour la circonstance (2) ou bien au nom d'un rejet de l'"élitisme" et du "sectarisme" (3) que pratiquerait le CCI, ont pris la décision de rompre tout contact avec notre

courant.

## le renforcement politique

Organe politique de la classe, un groupe communiste ne peut concevoir son renforcement numérique et organisationnel qu'en étroite liaison avec son renforcement politique, c'est-à-dire le développement de sa capacité à affronter l'ensemble des problèmes de plus en plus complexes et nouveaux qu'affronte le prolétariat à mesure que s'approfondit sa lutte. Nous avons souligné plus haut que cette capacité était une des propriétés essentielles du parti, celle qui lui permettait de tracer à la classe l'orientation correcte de sa lutte dans les moments décisifs. Mais une telle capacité ne s'acquiert pas du jour au lendemain. Elle est le produit de toute une expérience de réflexion, de discussion et d'approfondissement théorique développée dans tous les processus qui mène à la constitution du parti et qui s'appuie elle-même sur toute l'expérience passée de la classe.

Au début de cet article, nous avons mis en relief les axes différents de l'activité des révolutionnaires suivant qu'on se trouve dans une période de reflux ou une période de montée des luttes : prédominance des préoccupations théoriques dans la première, de l'intervention dans les luttes dans la seconde. Mais cette prédominance de l'intervention n'est pas le fait d'un affaiblissement des activités théoriques qui, au contraire, sont stimulées par l'apparition de toute une série de problèmes nouveaux. Elle est le produit d'une intensification des activités d'intervention rendues possibles à la fois par un plus grand impact des idées révolutionnaires et un développement de l'organisation.

A l'heure actuelle, par conséquent, l'approfondissement de la réflexion politique dans l'organisation des révolutionnaires reste autant que jamais à l'ordre du jour. Dans la mesure où les organisations communistes d'aujourd'hui n'ont aucun lien organique avec celles du passé, elles devront consacrer un effort particulier à l'assimilation des expériences théoriques et pratiques du passé si elles veulent être en mesure d'assumer correctement leurs tâches politiques actuelles. En effet, l'instrument d'analyse de chaque nouvelle situation qui se présente devant la classe, la théorie révolutionnaire, ne peut être autre chose que le fruit de cette expérience passée. Pour maîtriser cet instrument d'analyse, l'organisation des révolutionnaires se doit de se donner une connaissance approfondie de cette expérience, approfondie dans le sens où elle doit non seulement dépasser l'ignorance souvent arrogante de beaucoup des groupes qui sont apparus depuis 1968, mais également une connaissance uniquement événementielle qui conduit à identifier à une situation passée chacune des situations actuelles et donc à ne pas comprendre ces dernières. Il en est de cette connaissance comme de celle d'un métier qu'on passe cinq ans à apprendre et vingt ans à oublier. Elle ne peut être obtenue uniquement par la lecture des textes anciens du mouvement ouvrier. Le processus de son acquisition n'est ni secret ni miraculeux : il consiste nécessairement en une discussion approfondie au sein de toute l'organisation, et non seulement entre "spécialistes", des problèmes fondamentaux qui se présentent à elle, discussion qui s'organise et encourage, stimule et, dans la mesure où elle traite de problèmes qui concernent l'ensemble de la classe, mener publiquement dans ses organes de presse.

Une telle capacité politique de l'organisation, qui va bien au-delà d'une stricte défense des frontières de classe, est une des conditions de son aptitude à remplir les tâches pour lesquelles elle a surgi historiquement. En lui permettant de donner une explication aux faits les plus complexes, de tracer de la façon la plus exacte les perspectives d'évolution de la situation historique, elle constitue un instrument puissant de démonstration de la validité de ses positions et donc de propagande dans la classe et de lutte contre les mystifications capitalistes.

Donc, si cette capacité doit lui permettre, dans le futur, de constituer un outil précieux de préparation des combats décisifs de la classe, dès à présent elle intervient comme un moyen im-

(Suite p. 4)

# P.C.I. : LE JUSQU'AUBOUTISME DANS LA DEFENSE DE LA BARBARIE CAPITALISTE

Parmi la meute de chiens sanglants de l'extrême-gauche du capital, ce qui distingue encore "Le Prolétaire" (1) c'est de se trouver bien souvent en position de leader théorique.

En effet, dans le dernier concert gauchiste concernant le Cambodge, les roquets du bordiguisme -ce trotskisme "new look"- reprochent à leur soeur de classe, la Ligue Communiste Révolutionnaire (section française de la 4ème Internationale trotskiste) de ne pas hurler assez fort leur soutien à la terreur de la bourgeoisie cambodgienne (cf. "Le Prolétaire" N° 225 : "Une caricature d'internationalisme")

Après les conflits inter-impérialistes au Moyen-Orient (guerre du Kippour, Liban), en Afrique (Angola), en Asie (Vietnam), jamais le triomphe de la thèse marxiste sur le caractère contre-révolutionnaire des luttes de libération nationale à l'époque de la décadence du capitalisme n'a été aussi magistralement démontré.

La situation au Cambodge vient une fois de plus illustrer, dans toute son horreur, l'impossibilité, dans une période où, avec l'unification du marché mondial s'est achevé le rôle historique de la bourgeoisie, le cadre national étant devenu une entrave, de développer les forces productives. Celui-ci ne peut ouvrir comme perspective qu'un renforcement de la barbarie parce qu'il est le produit, dans le capitalisme décadent, de la lutte à mort pour la conquête de nouveaux territoires.

Cela n'empêche nullement nos épigones de la Gauche Italienne revue et corrigée pour les besoins du capitalisme agonisant, de déclarer impudiquement : "Tout révolutionnaire et militant anti-impérialiste sincère (sic) ne peut pas ne pas sentir comme un devoir élémentaire la solidarité avec la révolution indochinoise et, en particulier avec la terreur révolutionnaire avec laquelle la composante la plus radicale du mouvement indochinois défend et poursuit au Kampuchéa des bouleversements économiques, politiques et sociaux qui dans leurs manifestations les plus extrêmes, évoquent les mouvements nationaux-révolutionnaires que l'Internationale de Lénine se proposait de soutenir de propulser et de diriger dans les les aires arrières."

Voir dans les rôles meurtriers du capital une oeuvre progressiste, appeler les révolutionnaires à y investir leur solidarité à une époque où, depuis le premier conflit mondial, chaque marché devient une question de vie ou de mort pour chaque fraction du capital mondial, où le monde est partagé en zones d'influence sous la dépendance des grandes puissances impérialistes, où la politique internationale n'est que la suite des luttes entre ces puissances pour s'arracher quelques kilomètres d'influence, où chaque petit pays qui a subi pendant des siècles la domination d'une puissance étrangère et dont l'économie est toute structurée en fonction de cette dépendance, ne peut tout d'un coup se libérer de cette puissance sans tomber sous la coupe d'une autre concurrente, où, dans ces conditions, le prolétariat ne peut intervenir que comme chair à canon dans des luttes qui n'ont comme unique fonction que le partage entre les camps rivaux, c'est faire preuve d'un cynisme sanglant qui place d'office ses protagonistes hors du camp du prolétariat. C'est là le chemin où mène l'alchimie de l'"invariance" qui veut voir aujourd'hui comme au siècle dernier des bourgeoisies progressistes là où il n'y a plus que caducité historique s'abreuvant dans ses derniers spasmes d'agonie du sang des ouvriers. S'il est une invariance que nous reconnaissons aujourd'hui au P.C.I. c'est son invariance dans le soutien au massacre de la classe ouvrière, son invariance dans l'appel à ce massacre, bref, son invariance nouvelle dans la défense intégrale du capital (2).

Si au Cambodge l'impérialisme américain a dû se retirer militairement, il n'en a pas pour autant perdu l'initiative du contrôle au sud-est asiatique. Parce qu'avec l'approfondissement de la crise et l'exacerbation des tensions inter-impérialistes, l'Indochine est devenue pour les U.S.A. une zone secondaire dans le cadre de la réorientation

de sa politique mondiale, ceux-ci ont dû concentrer leurs forces dans les zones d'une importance stratégique primordiale à l'heure actuelle, à savoir : le Moyen-Orient, la Méditerranée et l'Europe.

A aucun moment il n'y a eu victoire des "nationalismes" mais tout simplement retrait militaire des U.S.A., retrait prévu de longue date qui préparait la continuation de la maîtrise de la situation aux dépens du bloc rival : l'U.R.S.S.

Ainsi, si les Américains ont été chassés par la porte, ils sont revenus au Vietnam par le goulot des bouteilles de Coca-Cola par exemple, et, au Cambodge, par les dollars en transit dans l'Empire Céleste.

"Le Prolétaire" fait lui-même remarquer avec une pseudo-naïveté désarmante puisqu'il n'en tire pas les conclusions qui s'imposent, que le Cambodge ne pourra jamais rembourser la dette de 100 millions de dollars contractée auprès de la Chine.

Nos Programmistes préfèrent voir dans cette hystérie nationaliste, cette mystification destinée à enchaîner le prolétariat à son capital national -"des bouleversements économiques, politiques et sociaux"- et ils en bavent d'autant plus de satisfaction et de soutien qu'elle se fait dans une terreur horrible -mysticisme oblige, car il est vrai qu'ils n'ont pas dépassé la vision d'un Robespierre en matière de révolution.

En fait de bouleversement, la première tâche à laquelle ont été confrontés les Khmers rouges dès leur arrivée au pouvoir est celle de la reconstruction d'une économie réduite à néant par cinq ans de guerre, se retrouvant, de plus, pratiquement sans aide dans une position de "laissés pour compte" des impérialismes dans la mesure où le Cambodge ne représente plus aujourd'hui qu'un intérêt stratégique secondaire, il leur a fallu, pour ne pas sombrer dans une mort certaine, sauvegarder la maigre richesse du pays qu'est le riz en transformant le pays en un chantier agricole.

Dans le déplacement de la population des villes à la campagne, les Khmers rouges ont fait d'une pierre deux coups : d'une part, permettre une exploitation massive des terres non exploitées, d'autre part, vider les villes, lieu de concentration du prolétariat dont il s'agissait de neutraliser toutes les tentatives velléitaires qui auraient pu surgir à la faveur de la destabilisation complète du pays.

Cette reconstruction se faisant dans des conditions d'horreur sans nom, tout le pays étant transformé en un immense bagne où tous, hommes, femmes, enfants, malades, n'ont qu'une tâche : travailler jour et nuit sans relâche avec dans le dos des fusils dont les gâchettes n'ont jamais été aussi sensibles.

S'il a fallu cinq ans de guerre impérialiste au Cambodge pour massacrer un million d'êtres humains et, si l'on en croit les informations des réfugiés, un an de reconstruction nationale ont suffi pour en arriver au même résultat et c'est ce paroxysme de la barbarie capitaliste que "Le Prolétaire" soutient au nom de l'Internationale de Lénine, celle-là même qui est issue de Zimmerwald et de Kienthal, celle-là même qui déclarait au prolétariat mondial : "Nous sommes entrés dans une époque de guerres ou de révolutions".

Il est naturellement bien plus facile pour un organe du capital d'assurer son oeuvre mystificatrice jusqu'au bout en se réclamant de l'Internationale de Lénine que de De Gaulle, par exemple. C'est ce qu'aura tiré sans nul doute comme enseignement de Marx et de Lénine le P.C.I. puisque, pour reprocher à la L.C.R. de n'avoir utilisé son "Front de Solidarité Indochinois" que pour faire pression sur les "Etats ouvriers" dans leur "soutien" à la "révolution" indochinoise au lieu de faire de ce "Front de Solidarité" un moyen pour le prolétariat autonome de "desorganiser les arrières de l'impérialisme", le P.C.I. peut mettre en avant son refus des Fronts populaires et des blocs de résistance tout en invitant la classe ouvrière à entrer dans la ronde meurtrière du nationalisme et du frontisme à l'heure où il est devenu d'une extrême urgence pour le capital d'embrigader

et d'enchaîner au char des Etats un prolétariat de plus en plus agressif.

C'est là le rôle que se doit de jouer le P.C.I. et il le joue d'autant mieux qu'il se réclame justement à corps et à cris des acquis de la Gauche italienne.

C'est une caractéristique des groupes qui désertent le camp du prolétariat de dissimuler leur propre trahison derrière un langage "ouvrier", celui de "l'internationalisme"; ce que Lénine écrivait il y a 60 ans sur de tels groupes s'applique pleinement aujourd'hui au PCI :

"Par quels arguments le Robotchie Outro justifie-t-il sa position de "défense nationale" ou de "social-chauvinisme" ? Exclusivement par des expédients, exclusivement par des phrases internationalistes ! (...) Pour influencer sur les ouvriers, les bourgeois doivent se déguiser en socialistes, en social-démocrates, en internationalistes, etc. sans quoi il leur serait impossible d'agir sur l'opinion prolétarienne".

Pour pouvoir assumer correctement son oeuvre contre-révolutionnaire jusqu'au bout, le P.C.I. va même jusqu'à s'efforcer de ne voir dans les luttes de "libération nationale" que l'intervention d'une seule sorte d'impérialisme -les impérialismes américains et européens- pour être soudainement frappé d'amnésie quand il s'agit de prendre en compte sa propre analyse de la nature politique de l'U.R.S.S. ou de la Chine. L'anti-impérialisme n'est plus ici qu'à sens unique, ce qui amène de fait le P.C.I. à prendre parti pour les impérialismes concurrents des impérialismes euro-américains, à une époque où la planète, étant divisée en grands blocs antagonistes jusque dans ses moindres recoins, l'affaiblissement ou la défaite d'un impérialisme ne peut qu'entraîner le renforcement de l'autre.

Il faut être un enfant prodige de la bourgeoisie pour oser se réclamer des acquis de l'Internationale de Lénine et de la Gauche Communiste tout en soutenant les guerres inter-impérialistes, la terreur qui en découle et l'appel aux prolétaires pour ravitailler en chair à canon le capital, alors que depuis la deuxième guerre mondiale, les guerres inter-impérialistes sont devenues permanentes dans le cadre de la lutte à mort entre grandes puissances pour l'acquis de nouveaux débouchés. Peut-être, du fond de leur mémoire embrumée, nos bordiguistes se souviennent-ils encore de ce qu'écrivait la Gauche Communiste en 1935 :

"Les soubresauts nationalistes, les gestes terroristes de représentants des nationalités opprimées expriment aujourd'hui l'impuissance du prolétariat et l'approche de la guerre. Il serait faux de voir dans ces mouvements un apport à la révolution prolétarienne, car ils ne peuvent s'épanouir qu'à la faveur de l'écrasement des ouvriers et donc en connexion avec les mouvements d'impérialismes opposés." Bilan (3)

Si, durant l'entre-deux guerres, les trotskistes dénonçaient à cor et à cri les crimes stalinien que les partis "communistes" s'efforçaient de taire, aujourd'hui les rôles sont inversés. Seul le P.C.I. hurle son soutien aux massacres stalinien et reproche à la L.C.R. de jouer les mères-la-pudeur à un moment où le capital a de moins en moins besoin d'humanistes de son genre.

Les trotskistes, dans leurs tentatives de minimiser les événements relatifs à la situation cambodgienne, sont amenés aujourd'hui à prendre la place de ceux-là même qu'ils dénonçaient voilà quarante ans.

Ainsi va le théâtre de la contre-révolution où le gendarme peut devenir voleur et le voleur gendarme selon les besoins de la représentation.

Faut-il rappeler que la rupture entre la Gauche italienne et le trotskisme a eu justement comme objet : le nationalisme, que ce fût à propos des guerres entre l'Italie et l'Ethiopie, la Chine et le Japon, ou la guerre d'Espagne -affrontements au cours desquels la Gauche a su tenir bien haut, avec une intrépidité inébranlable, le drapeau de l'internationalisme à un moment où le prolétariat était pris dans la furia des massacres inter-impérialistes, sous la bannière du trotskisme, ce grand pourvoyeur du capital en chair à canon.

## réunion ouverte de la section de Paris

Les questions qui ont dominé l'actualité ces derniers mois ont eu pour fond un approfondissement extrêmement prononcé de la crise générale du capitalisme dont les effets, se répercutant sur les pays les plus faibles économiquement, n'en ont pas moins touché sévèrement les centres industriels développés. Après le Portugal, en passant par l'Espagne et l'Italie, le capital français s'est vu heurté de plein fouet.

La faillite économique qui s'est infiltrée jusqu'au coeur de l'Europe a été le terrain où s'est développée la crise politique des classes dirigeantes de l'Europe, préfigurant par là une situation d'instabilité qui, de plus en plus aiguë, ne manquera pas d'atteindre l'ensemble des pays industriels développés.

Quelles sont la signification et la portée de cette crise politique ? C'est la question à laquelle nous avons essayé de répondre au cours de la dernière réunion ouverte. Nous avons dégagé les points suivants :

1° - Face au mur de contradictions de plus en plus insolubles qui se dresse devant la bourgeoisie, celle-ci se voit contrainte de mettre en place une intensification de l'interventionnisme étatique ainsi que d'amener au pouvoir ses fractions les plus à même de mettre en place cette politique et de la faire accepter socialement, en particulier par la classe ouvrière. Bien entendu, cette tâche incombe aux fractions de la bourgeoisie de gauche.

2° - Cette adaptation ne se passe pas sans heurts pour la bourgeoisie car celle-ci ne peut avoir une conscience claire de la situation. C'est seulement au travers de crises politiques que la bourgeoisie peut s'adapter à la situation de crise économique et sociale. La bourgeoisie n'est pas une classe homogène, ni sur le plan national, ni, encore moins, sur le plan international. Ce n'est que de l'affrontement entre ses fractions que surgissent ses "solutions" politiques. Cela explique aussi que ces solutions ne soient pas toujours les plus adaptées.

Face à ces luttes de fractions, les révolutionnaires doivent mettre en garde la classe ouvrière de ne jamais prendre parti pour les unes ou les autres de ces fractions, quelles que soient les raisons de "tactiques" ou d'"opportunités" invoquées.

Ce que nous avons aussi dégagé de l'actualité c'est que, si la lutte de classe semble sommeiller ces derniers mois, cela ne veut pas dire que le cours actuel, le cours vers la révolution, puisse être remis en question : à n'en juger que par les préparatifs de la bourgeoisie, tout semble indiquer le contraire.

Ce qui ressort en fait, c'est que la classe ouvrière, à l'heure actuelle, poursuit une période de maturation. Le calme social qui en résulte doit être absolument mis à profit par les révolutionnaires pour se préparer aux prochains surgissements prolétaires, se renforcer théoriquement et organisationnellement -et l'un ne va pas sans l'autre.

Retrouver aujourd'hui un groupe qui se réclame de la Gauche Communiste, prodiguer ses critiques et ses conseils zélés sur la meilleure manière d'embrigader la classe ouvrière sous les bannières nationalistes et impérialistes, c'est mesurer l'ampleur de la dégénérescence où peut mener la sclérose d'une secte qui ne se distingue plus en rien du fumier gauchiste.

P. N.

NOTES :

(1) Organe du Parti Communiste International

(2) Si en son temps "Programme Communiste" a donné de lui l'image d'un groupe tentant de préserver les acquis du marxisme bien que dans la confusion, sa formation d'un parti en pleine période de contre-révolution, son isolement quasi-total et sa position de simple conservateur des positions du passé ne sachant tirer les leçons de la vague révolutionnaire de 1917-23 l'ont amené à sombrer définitivement sous les coups idéologiques de la contre-révolution.

(3) Bilan : organe entre 1933 et 38 de la Gauche Communiste d'Italie à l'étranger (cf. Revue Internationale du C.C.I. Nos 4, 5, 6).

# LES LUTTES DE CLASSE EN U.R.S.S.(1)

Cette première partie d'article n'offre que le cadre général de présentation des luttes ouvrières en URSS. De ce fait, il est amené à reprendre des éléments d'analyse déjà dégagés par plusieurs articles de RI (voir les numéros 23, 26 et 27). Mais ce cadre est apparu indispensable pour ne pas perdre de vue la nature du sol où les formes particulières de ces luttes éclosent : les lois capitalistes de profit et d'exploitation qui déterminent comme ailleurs l'existence d'une lutte de classe où le prolétariat se manifeste à partir des conditions économiques de son exploitation. Tous ceux qui répandent leurs théories sur le capitalisme d'Etat russe, comme définissant des rapports "nouveaux" ou "socialistes" ne font que jeter du fumier sur une terre qui ne peut plus rien donner : le capitalisme, et le contenu des luttes ouvrières en URSS tisse, contre ceux qui s'attachent à les isoler et les dénaturer, le lien fondamental qui les relie à la reprise du combat du prolétariat mondial contre la bourgeoisie.

Pour comprendre la situation de crise qui sévit en URSS comme dans les autres pays de l'Est, il faut rappeler qu'en 1956 déjà, l'Etat polonais et l'Etat hongrois, après avoir constitué un énorme potentiel industriel sous la férule soviétique, se trouvent confrontés au problème de la rentabilisation de leur production. Sur ce critère, l'autarcie relative au sein du Comecon (où les échanges sont essentiellement dictés par les besoins de l'URSS) dans laquelle s'était maintenue leur économie de reconstruction s'avère être un frein de plus en plus puissant. Ils se voient contraints d'élargir leurs marchés et de rationaliser une production anarchique pour devenir plus compétitifs sur le marché mondial. Les changements d'équipes dirigeantes et les insurrections ouvrières qui, en dépit des caractères nationalistes dont elles restaient entachées, ont témoigné de la sensibilité et de la résistance du prolétariat à la crise, ont été directement le produit de ces difficultés.

La même année, une nouvelle équipe s'est installée au pouvoir en URSS et Khrouchtchev, avec son rapport au XXème congrès du PCUS, offre l'image de marque d'une "déstalinisation" au profit d'une politique de détente avec l'Ouest qui marque le début d'une intervention plus grande de l'URSS sur la scène internationale.

Cette politique correspond aussi à la nécessité d'une plus large ouverture de l'URSS vers le marché mondial. Mais les effets de cette crise seront plus tardifs et se manifesteront seulement au début des années 60, provoquant la réémergence des luttes ouvrières.

Comme elle marque déjà les limites de la reconstruction dans les pays de l'Est, cette crise exprime la loi d'airain pour chaque capital national en période de décadence : "exporter ou mourir".

Vingt ans plus tard, les pays membres du Comecon se trouvent dans une situation autrement plus critique : le volume de leurs échanges avec les pays occidentaux stagne ; la pénurie de biens de consommation (surtout pour les produits alimentaires de base : pain, lait, viande, pommes de terre) se généralise et on assiste à l'institutionnalisation d'un "jeudi maigre" en URSS ; les magasins d'Etat sont à moitié vides alors que sur le marché "libre", les prix montent et que le marché noir se renforce : l'inflation atteint des taux occidentaux (10 % à 15 % par an).

## avec la crise,

### le réveil du prolétariat en URSS

Cependant, la crise qui se développe se manifeste de manière beaucoup plus

irrégulière qu'à l'Ouest.

Figurant parmi les pays les plus profondément touchés par la dernière guerre mondiale qu'elle a payé de 20 millions de morts, l'URSS a vu sa reconstruction s'opérer de façon plus cahotique et plus lente qu'ailleurs si bien qu'elle ne prend vraiment conscience que celle-ci est parvenue à son terme qu'avec le bilan alarmant dressé à la veille du XXVème congrès en 1975. Mais elle est frappée de plein fouet : depuis 1970, des dizaines de milliers d'ouvriers sont régulièrement licenciés dans de nombreux secteurs industriels : ces mesures ont déjà touché 7000 entreprises, réduisant de moitié les effectifs employés dans la pétrochimie.

En 10 ans (1966-76), la planification du taux de croissance du revenu national est tombé de 7,8 % à 4,7 %. En même temps, malgré la part énorme que représente son secteur agricole (26 % de la population active), 37 millions de paysans soviétiques récoltent moins de céréales que 4 millions d'agriculteurs américains et l'URSS doit importer du blé ainsi que d'autres céréales et de la viande. Par ailleurs, les biens d'équipement nettement insuffisants donnent lieu à des importations massives. La productivité est dix fois moindre que celle des Etats-Unis et la mauvaise qualité des produits est connue : 20 % des articles d'habillement et des chaussures fabriqués sont condamnés au rebut, 60 % de la construction est défectueuse. Depuis 1974, on assiste à l'effondrement des exportations : alors qu'elles n'occupent que 4 % du marché mondial, le déficit de la balance commerciale atteint 6 milliards de dollars en 1975 et sa dette extérieure (hors Comecon) se porte à 16 milliards de dollars.

L'économie soviétique ne parvient à intervenir sur le marché mondial que grâce à une politique de "dumping" qui indique toute sa fragilité. Si depuis longtemps sa politique, axée sur la production et la vente d'armes lui apporte des atouts stratégiques, elle est incapable d'assainir son économie.

Le sens de la crise se trouve condensé dans le mot d'ordre du Xème plan : "satisfaire les besoins spécifiques des marchés extérieurs" (Kossyguine). Cela signifie qu'il faut devenir plus compétitif et le seul moyen est d'augmenter la productivité du travail - c'est-à-dire que l'impératif est d'intensifier l'exploitation des ouvriers et de comprimer leur salaire.

Les termes du problème auquel se trouve toujours davantage confronté la bourgeoisie soviétique se résument à

ceci : il s'agit, soit de poursuivre l'effort productif de façon anarchique mais garantissant la paix sociale par le plein emploi et le blocage des prix de consommation courante, soit de se plier aux lois de concurrence du marché. C'est le problème que doit résoudre tout capital national. En réalité, il n'y a pas de choix : la loi du capital s'impose inéluctablement comme seule voie pour éviter l'asphyxie totale de l'économie nationale.

Mais chaque fois que cet impératif s'est affirmé au travers des contraintes de la crise, les luttes ouvrières ont surgi en réaction aux mesures que l'Etat tente d'imposer au prolétariat. Ainsi, la première vague de lutte en URSS se produisit dans la période 60-62 en pleine manifestation des difficultés de l'économie soviétique (pénurie importante de biens de consommation, effort de relancer la productivité agricole aux dépens du secteur industriel) principalement dans les concentrations ouvrières des républiques périphériques (complexe métallurgique du Kazakhstan, bassins miniers du Donbass et du Kouzbass) où les conditions de vie étaient les plus misérables. Si l'avènement de l'équipe Brejnev en 64 marque une "libéralisation" et des hausses de salaire de courte durée, le retour à l'austérité provoque depuis 1969 des vagues successives de grèves qui n'ont pas cessé et dont les foyers se sont déplacés, la plupart, vers le centre du pays comme la Biélorussie, l'Ukraine, la Russie.

Ce qui caractérise ces luttes, indépendamment de la période et du contexte géographique, c'est que toutes se produisent en réaction à l'attaque directe des conditions de vie de la classe ouvrière et partent de revendications purement économiques : ainsi, à Krasnodar, en 1960, la plupart des ouvriers de la ville refusèrent de se rendre au travail tant que les magasins d'alimentation ne seraient pas décemment approvisionnés ; à Kiev en 1972, les ouvriers d'une importante centrale hydro-électrique se mirent en grève parce qu'ils étaient entassés dans de vétustes baraquements préfabriqués ; à Vytebsk en 1973, la décision de réduire les salaires de 20 % provoqua une grève dans la plus grande usine de la ville. La plupart du temps, les grévistes n'ont pas un sujet de mécontentement mais plusieurs : à Dnepropetrovsk, en 1972, ils réclamaient non seulement de plus hauts salaires mais protestaient contre les conditions de travail et le manque de vivres.

Ces faits sont ainsi la manifestation d'une crise où rien n'est spécifique à l'URSS ou aux pays de l'Est, mais qui, au contraire, exprime les nécessités, les limites et les contradictions de tout capital national, plongé avec sa situation économique particulière, avec ses moyens et ses capacités économiques particuliers, dans l'univers d'une concurrence effrénée au sein d'un marché capitaliste qui n'offre que des débouchés de plus en plus réduits et de plus en plus instables.

De même, la réaction des prolétaires en URSS et leurs revendications ne font qu'exprimer la résistance aux tendances à l'intensification de l'exploitation de leur force de travail et à l'attaque systématique de leurs conditions matérielles d'existence. Contre toute autre caractérisation, elle est déterminée par une situation d'exploitation de classe et l'expression naturelle d'une lutte de classe contre cette exploitation.

Les grèves et les émeutes des prolétaires russes malgré le carcan répressif de leur appareil d'Etat aussi bien que la détermination des prolétaires de Pologne, cinq ans seulement après les événements de Gdansk, Gdynia et Sopot, ne font, comme les dockers de Luanda ou les ouvriers de Barcelone, qu'exprimer le caractère antagonique de cette classe contre un système qui, à travers son maintien, n'a plus rien à lui offrir qu'une misère et une exploitation toujours plus grandes.

Cette réalité renvoie aux poubelles de l'histoire les aberrations théoriques qui ont surgi du cœur même de la contre-révolution. De la thèse de "l'Etat ouvrier dégénéré" (point de vue trotskyste) où les luttes ouvrières ne viseraient qu'à "un renversement politique d'une direction bureaucratique" jusqu'à celles qui soutiennent l'existence "d'une nouvelle classe" : la bureaucratie ("Socialisme ou Barbarie") (1) ou bien d'un "nouveau mode de production" en URSS où la loi de la valeur serait "dépassée" (Mattick), ces assertions idéologiques remplissent aujourd'hui la fonction essentielle de masquer le rapport capitaliste d'exploitation de la classe ouvrière en URSS. Qu'elles qualifient la barbarie capitaliste d'Etat de "socialiste", de "progressiste" ou simplement de "système différent", elles interviennent activement du côté de la bourgeoisie pour tenter de diluer les intérêts de classe du prolétariat quel que soit le degré d'illusions qu'elles puissent effectivement semer au sein de celui-ci.

oOo

La seconde partie de l'article s'attachera à montrer comment se manifeste cet affrontement de classe et ses caractéristiques particulières dans le contexte d'encadrement social rigide de l'appareil d'Etat soviétique, les faiblesses que traduit cette forme d'encadrement pour la bourgeoisie russe ainsi que les problèmes et les limites qu'elle représente pour les luttes prolétariennes.

Y. D.

(1) Pour l'exposé et la critique de ces théories qui manifestent une incompréhension fondamentale du phénomène de la concentration de la production capitaliste, on pourra se reporter à une série d'articles : "Sur le capitalisme d'Etat" (Bulletin d'Etudes et de Discussion de RI, n° 10) ; "Une tentative de "dépassement" du marxisme : "Socialisme ou Barbarie" (Bulletin d'Etudes et de Discussion de RI, n° 11) et, pour la critique des thèses de Mattick, voir RI n° 3 et 4 : "Capitalisme d'Etat et loi de la valeur".

REVOLUTION INTERNATIONALE est le groupe français du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL.

Le C.C.I. se revendique des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches Allemande, Hollandaise et Italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

Le rôle de l'organisation de révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs" mais de participer activement à la généralisation des luttes communistes et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes basés sur la loi de la valeur, tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, Bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

Toutes les formes de "fronts populaires", "fronts unis", "résistance antifasciste", comme la participation au parlement bourgeois sont des mystifications réactionnaires et des moyens de désarmer la classe ouvrière. Le rôle spécifique de ces activités, c'est d'entraver le processus qui mène à l'autonomie de la classe ouvrière et donc à la révolution prolétarienne.

Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un con-

trôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

#### NOTRE ACTIVITE

L'inévitable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

